

# Pas de trêve pour les attaques contre les travailleurs

(p. 8-9-11 à 13)

# LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 895 - 27 juillet 1985 - prix : 6 F

**GUADELOUPE**

Les retours  
de bâton  
de la justice  
coloniale

(p 3)

## Afrique du Sud :

# LES DAMNÉS DE LA TERRE

# FACE AU POUVOIR RACISTE



# sommaire

## En France

Page 6 :

- Bombe atomique : les professionnels plus dangereux que les amateurs.
- Les joies du camping.
- Les TUC à la SNCF.

Page 7 :

- Il y a un an, les ministres communistes quittaient le gouvernement.

Pages 8 et 9 :

- Les mauvais coups de l'été.
- L'austérité en chiffres.
- Les Français sont-ils solidaires ?
- Sécurité sociale en excédent ou en déficit, le trou est dans la poche des assurés.

Pages 11 à 13 :

- Dans les entreprises :
  - SNCF (Chambéry) ; Citroën (Aulnay) ; Unimétal (Neuves-Maisons) ; Stein-Industries (Roubaix-Lys-les-Lannoy) ; Normed (La Ciotat et Dunkerque).
- Renault :
  - Billancourt hypothéqué ?
  - Silence... on gère.
  - Votre licenciement m'intéresse.
  - Rassemblement CGT à Renault-Billancourt.

## Dans le monde

Page 4 :

- Italie :
  - Dévaluation de la lire.
  - Tesero : 200 morts pour le profit.
- Il y a 10 ans, la conférence d'Helsinki.

Page 5 :

- Tunisie : le gouvernement craint la classe ouvrière.
- Turquie : la dictature change d'uniforme.
- Israël : deux justices.
- Maroc : face au mécontentement intérieur, le bourreau Hassan II à l'œuvre.

## Culture

Page 14 :

- Livre : *Je n'ai plus de larmes pour pleurer* par Freidoune Sahebjam.

Page 15 :

- Films : *Sale temps pour un flic* ; *Police Academy II* ; *Opération jupon* ; *Un fauteuil pour deux* de John Landis.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# les caravanes de Lutte Ouvrière

Les caravanes de Lutte Ouvrière continuent leur route jusqu'au 15 août. Alors, s'il y en a une dans la région où vous passez vos vacances, profitez-en ! Venez discuter avec nos militants du socialisme et de l'avenir de l'humanité, débattre sur la politique anti-ouvrière menée par le patronat et le gouvernement et envisager des solutions aux problèmes multiples qu'affrontent tous les travailleurs dans la période actuelle. Les vacances, c'est aussi la bonne occasion de préparer la rentrée. Alors, rendez-vous à l'une de nos étapes.

### CARAVANE BRETAGNE NORD

04/8 — Morlaix.  
05/8 — Trebeurden.  
06/8 — Tregastel.  
07/8 — Treguier.  
08/8 — Paimpol.  
10/8 — Erquy.  
11/8 — Pleneuf-Val-Andrée.  
12/8 — St-Jacut-de-la-Mer.  
13/8 — St-Lunaire.  
14/8 — St-Malo.  
15/8 — Cancale.

### CARAVANE NORD

03/8 — Mers-les-Bains.  
04/8 — St-Valéry sur Somme.  
05/8 — Fort-Mahon.  
06/8 — Quend-Plage.  
07/8 — Berck-sur-Mer.  
08/8 — Stella plage.  
10/8 — Etaples.  
11/8 — Le Portel.  
12/8 — Boulogne.  
13/8 — Wissant.

### CARAVANE GARD-CEVENNES

27/7 — Lalevade et Aubenas.  
28/7 — Joyeuse.  
29/7 — Ruoms.  
30/7 — Vallon-Pont d'Arc.  
31/7 — Saint-Martin d'Ardèche.  
01/8 — Bagnols-sur-Cèze.  
03/8 — Remoulins et la Grand Combe.  
04/8 — Alès.  
05/8 — Anduze.  
06/8 — Le Vigan.  
07/8 — Sainte-Enimie.  
08/8 — Meyrueis.

### CARAVANE COTE BASQUE

03/8 — Vieux-Boucau.  
04/8 — Seignosse-le-Penon.  
05/8 — Saint-Vincent-de-Tyrosse.  
06/8 — Ondres.  
07/8 — Anglet.

08/8 — Ascaïn.  
10/8 — Hendaye.  
11/8 — Saint-Pée sur Nivelle.  
12/8 — Hasparren.  
13/8 — St-Jean-Pied-de-Port.  
14/8 — Bayonne.  
15/8 — Tarnos.

### CARAVANE LANGUEDOC

03/8 — Banyuls.  
04/8 — Argelès Plage.  
05/8 — St-Cyprien Plage.  
06/8 — Ste-Marie-Plage.  
07/8 — Port Leucate.  
08/8 — La Franqui.  
10/8 — Port-la-Nouvelle.  
11/8 — Gruissan Plage.  
12/8 — St-Pierre de Mer.  
13/8 — Narbonne Plage.  
14/8 — La Redoute Plage.  
15/8 — Frontignan.

### CARAVANE PROVENCE

03/8 — Martigues.  
06/8 — Port-Saint-Louis-du-Rhône.  
08/8 — Saint-Rémy-de-Provence.  
10/8 — Bonnieux.  
11/8 — Apt.  
12/8 — Manosque.  
13/8 — Greoux-Les-Bains.  
14/8 — Pierrefeu.  
15/8 — Saint-Cyr-sur-Mer.

## □ RNUR (Flins)

### Des débrayages qui inquiètent la direction

Depuis plusieurs semaines la direction rénove et fait repeindre un ancien bâtiment qui se trouve à côté d'un petit atelier de tôlerie R5. Les ouvriers de cet atelier, asphyxiés par des nuages de peinture, ont débrayé à 22 pendant une demi-heure. Ça a été un petit débrayage mais suffisant pour obliger la direction à faire semblant de faire quelque chose et les ouvriers étaient contents d'avoir marqué le coup.

En ce moment dans l'usine il y a quelques débrayages, au bâtiment S, au bâtiment P, aux Ouvrants, aux chaînes Ferrages, qui éclatent dans l'usine et on voit la direction se dépêcher d'essayer de résoudre les problèmes car étant donné les perspectives de suppressions d'emplois, elle craint les réactions des travailleurs.

Correspondant LO

## Le meurtre de Laid Meghit

Laid Meghit, un Algérien de trente ans, a été assassiné la nuit du 14 juillet à Marignane, dans les Bouches-du-Rhône. Dans cette région, c'est le troisième meurtre d'immigré après ceux de Menton et de Miramas.

Un millier de manifestants ont défilé dans la ville le samedi 20 juillet pour demander que « toute la lumière soit faite sur le meurtre de Laid Meghit ».

Selon l'*Humanité* du 19 juillet, la police locale n'avait pas trouvé de témoin et était incapable de fournir la moindre information. Le parquet a desaisi la police locale du dossier pour le confier à la gendarmerie d'Aix-en-Provence. Une manière comme une autre d'avouer ne pas compter sur les policiers de Marignane.

Mais pour autant la justice n'a rien indiqué sur les circonstances du meurtre. Dans d'autres affaires criminelles, la police et la justice n'ont pas fait preuve de la même discrétion.

La famille et SOS-Racisme, eux, ont mené leur propre enquête. Ils ont retrouvé les témoins : des jeunes qui marchaient derrière Laid Meghit en ce soir de fête du 14 juillet. Meghit a été tué d'un coup de feu tiré à bout portant alors qu'il passait devant une villa. La police aurait perquisitionné dans cette villa et récupéré une balle tirée d'une arme de guerre.

La famille et les amis de Laid Meghit en sauront-ils davantage de la part des autorités ?

G.F.

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

### LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F

### LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.  
(1) Rayer les mentions inutiles



## Les damnés de la terre face au pouvoir raciste

**L**e gouvernement raciste de l'Afrique du Sud a peur. Pas du gouvernement français et de ses prétendues mesures de rétorsion, évidemment. Que l'ambassadeur de France à Pretoria soit rappelé, la belle affaire ! Il suffit au gouvernement sud-africain de traiter avec les envoyés de Monsieur Dassault qui vient d'autoriser l'Afrique du Sud à fabriquer des « Mirage » sous licence ! L'interdiction de nouveaux investissements français ? Plaisanterie. Cela fait des mois que les industriels français, toujours prudents, attendent que le calme se rétablisse en Afrique du Sud pour y risquer à nouveau leurs capitaux (qu'au demeurant ils ne risquent plus nulle part) ! C'est aux banques nationalisées françaises qu'ils laissent le soin de prêter de l'argent aux capitalistes sud-africains. Et comme un « prêt », n'est-ce pas, ce n'est pas un « investissement », les banques françaises, elles, vont continuer de financer les affaires sud-africaines... Il resterait d'éventuelles mesures de rétorsion que pourrait prendre l'ONU saisie par le gouvernement français. Il y a 50 ans, la Société des Nations (l'ONU de l'époque) avait voté des mesures de rétorsion contre l'Italie fasciste qui avait agressé l'Ethiopie. Les massacres avaient continué comme si de rien n'était. L'ONU est aujourd'hui la même caverne de brigands impérialistes que la SDN à l'époque. Même complicité, même hypocrisie.

Le gouvernement du raciste Botha, lui, est engagé dans une véritable guerre contre le peuple noir sud-africain. Qu'a-t-il à craindre des représentants de ces « démocraties occidentales » qui ont asservi les peuples de la planète entière ? Non, vraiment, le gouvernement de l'Apartheid n'a rien à craindre d'un Mitterrand qui, il y a 30 ans, a quasiment entamé sa carrière gouvernementale en cautionnant une guerre impitoyable contre le peuple algérien et qui aujourd'hui a des policiers en renfort aux Antilles, en Nouvelle-Calédonie, des paras au Tchad et bon nombre d'officiers dans différents pays africains pour en protéger les dictateurs contre leur peuple.

Et pourtant, oui, le gouvernement raciste de l'Afrique du Sud a peur, une peur mortelle. De ceux qui pour le moment ne sont armés que de bâtons et de leur désespoir. Plus il a peur de la révolte des Noirs qui se généralise depuis un an dans les centaines de cités-dortoirs ouvrières du pays, plus il fait donner sa police. Et plus cela lui donne des raisons nouvelles d'avoir peur. L'état d'urgence qu'il a décrété samedi dernier, avec ses nouveaux morts, ses nouvelles arrestations, n'y changera probablement rien. Au cours des onze derniers mois, les balles de la police ont fait au moins 500 morts officiels. Mais à chaque travailleur noir, chaque adolescent, chaque enfant noir qui tombe, ce sont dix, cent ou mille nouveaux combattants qui se lèvent à leur tour. C'est ainsi que commencent les révolutions. Quand les opprimés ont ces courages-là, ils deviennent irrésistibles. Aucune terreur ne peut plus les intimider.

En Afrique du Sud, le pays capitaliste le plus riche d'Afrique, le grand capital a utilisé le racisme et l'Apartheid pour se forger un carcan très solide contre une classe ouvrière en

majeure partie composée de Noirs. C'est-à-dire qu'il a réussi à transformer quatre millions de petits Blancs en gardes-chiourme et en kapos en échange d'un mode de vie de type occidental. Ils sont bien payés et privilégiés, les Blancs, mais kapos et gardes-chiourme quand même parmi 23 millions de Noirs réduits à la misère du Tiers Monde. Alors, l'Afrique du Sud est devenue une immense prison, y compris pour les Blancs qui ne maintiennent leurs privilèges qu'à ce prix-là. Seulement, aujourd'hui, les Noirs des bantoustans et des ghettos, les détenus de l'Apartheid, ont moins peur que leurs geôliers.

Evidemment, la victoire des Noirs opprimés n'est pas garantie. En Afrique du Sud même, ils ont affaire à forte partie : à une dictature policière bénéficiant du soutien de millions de petits Blancs accrochés à leurs privilèges misérables, même s'ils ont sans doute plus à perdre qu'à gagner à se placer du mauvais côté dans la guerre civile qui s'annonce.

Oui, les Noirs d'Afrique du Sud ont besoin de ne pas rester isolés. Ils ont besoin d'une véritable solidarité internationale. Celle-ci, ils ne la trouveront pas auprès des puissants de ce monde qui ne leur envoient jamais que de l'eau bénite démocratique quand ils se font massacrer, et leur enverront de la mitraille et du napalm dès qu'ils deviendront menaçants pour l'ordre impérialiste. La véritable solidarité, s'ils la trouvent, ce ne peut être que du côté de leurs frères de classe, du côté des travailleurs des différents pays du monde. Auprès des Noirs des autres pays d'Afrique, bien sûr, qui pour ne pas subir l'Apartheid, subissent la même exploitation et l'oppression de dictateurs noirs. Mais aussi auprès des travailleurs des pays impérialistes.

Oui, nous, ici, nous sommes concernés par le sort de nos frères d'Afrique du Sud, les Noirs des cités ouvrières et des bidonvilles de Soweto, du Cap et d'ailleurs.

L'Apartheid sud-africain n'est pas une « anomalie de l'histoire contemporaine » comme nous l'expliquent docement les journalistes de la radio et de la télévision. Pas plus que le fascisme hitlérien, il y a plus de 40 ans, ne fut une « anomalie de l'histoire », lui qui fut engendré par le capitalisme en crise pour aboutir à la deuxième boucherie mondiale. La société sud-africaine n'est peut-être aujourd'hui qu'un échantillon de ce qui attend tous les exploités de la planète, après que la dictature du capitalisme décadent aura enfoncé le monde dans la crise et la barbarie.

Par contre, nos frères noirs d'Afrique du Sud nous montrent à nous, ici, qui ne bénéficions peut-être plus pour très longtemps des avantages relatifs du mode de vie occidental, quel immense réservoir d'héroïsme, d'énergie et de générosité représentent les exploités du monde entier.

Quelle que soit l'issue de leur lutte actuelle les travailleurs noirs révoltés représentent bel et bien l'avenir et l'espoir. Il suffirait que le combat des travailleurs de l'Europe et de l'Amérique en crise rejoigne le leur, pour que cet espoir et cet avenir deviennent réalité.

Arlette LAGUILLER

(voir notre article p. 16)

## GUADELOUPE

### Les retours de bâton de la justice coloniale

C'est par des barricades donnant lieu à de violents affrontements et bloquant tous les accès de Pointe-à-Pitre, que la réplique a été donnée au refus opposé par le ministère de la Justice de libérer Georges Faisans.

Dans la journée et la soirée du mercredi 24 juillet, les policiers intervenant avec des gaz lacrymogènes et des voitures blindées ont peut-être réussi à lever quelques barrages, mais d'autres furent à plusieurs reprises reformés immédiatement après. Le centre-ville pendant ce temps était pratiquement « ville morte », car dès le début de la matinée tous les rideaux étaient baissés, les magasins fermés, les activités arrêtées. Pour jeudi 25, le deuxième jour de l'action projetée par la vingtaine d'organisations qui y avaient appelé était prévue une grève générale dont nous ne connaissons pas encore au moment où nous écrivons le bilan exact.

Toujours est-il que preuve est d'ores et déjà faite que la population guadeloupéenne s'est indi-

gnée de l'arbitraire colonial que représente le maintien en prison de Georges Faisans. Condamné à 4 ans de prison puis à 3 ans en appel, celui-ci fait depuis le 3 juin une grève de la faim à la prison de Fresnes. Militant indépendantiste du Mouvement Populaire pour une Guadeloupe Indépendante, (MPGI), il n'a en principe pas été condamné pour ses activités ni son appartenance. Il est condamné pour avoir blessé légèrement au poignet avec un sabre d'abattis un enseignant blanc qui avait donné un coup de pied au derrière d'un jeune lycéen noir, assortissant son geste de propos anti-nègres.

L'attitude typiquement coloniale de cet enseignant blanc avait choqué la population guadeloupéenne noire, mais malgré les protestations, aucune sanction contre lui n'avait été prise, ni par la justice, ni par l'administration. Ce que Georges Faisans avait voulu réparer par un geste symbolique, quinze jours après.

Alors oui ces événements et les

suites judiciaires qu'ils ont eues témoignent de la situation coloniale des Antilles, situation que la population noire guadeloupéenne est de moins en moins encline à supporter, et elle le prouve.

Selon le sous-préfet de Pointe-à-Pitre qui au moment des manifestations a reçu une délégation de 9 indépendantistes, l'avocat général avait fait savoir que le tribunal se réunirait à nouveau au plus tard lundi à 8 heures, disposition jugée inacceptable par les organisateurs de la manifestation qui appelèrent alors à maintenir les barrages.

Nous ne savons pas si le gouvernement, dont le sort de Georges Faisans dépend, qui se trouve à 7 000 km de là, reculera encore et si, face à la mobilisation populaire, il ira jusqu'à le libérer. Mais ce que nous savons, c'est que c'est à la faveur de tels jugements iniques que la population noire des Antilles prend de plus en plus conscience de la nécessité de se débarrasser du joug colonial français.

Louis GUILBERT





## Tesero

# 200 morts pour le profit

Dans le nord de l'Italie, à Tesero, vendredi 19 juillet, un torrent de boue a dévasté sur 6 kilomètres la vallée de la Strava. Plus de 200 morts ! Ainsi plus de 200 000 mètres cubes de boue et de sable retenus dans des bassins provenant du lavage du minerai de fluorine extrait d'une mine proche ont débordé

deux remblais de terre et ont envahi la vallée. Oui, ce sont bien seulement 2 amoncellements de terre, qui provenaient d'ailleurs des déchets de l'extraction de fluorine, qui retenaient la boue : aucun barrage, aucune installation en dur n'avait été prévue ! De plus, dès le printemps et même au début de juillet,

des habitants de la Strava avaient déjà averti les autorités locales qu'il y avait de fortes infiltrations latérales sur les remblais : celles-ci auraient peut-être provoqué une brèche sur ces « digues » ; mais ces autorités ont minimisé ces informations. Quant à la surveillance de ces remblais, elle n'était pas faite régulièrement par manque de personnel — celui-ci avait en effet chuté de 120 à 30 ouvriers au rachat des bassins de décantation par la société Prealpi Minerale.

Les responsables ? Un vrai panier de crabes ! On apprend que c'est la Montedison qui a construit le premier bassin sans barrage, profit oblige... Puis c'est la société Prealpi Minerale qui racheta le tout en 1980 en accentuant la rentabilité de l'entreprise. Quant au gouvernement provincial de Trente, il avait la responsabilité de la sécurité, mais il avalisait toutes les poursuites de travaux. Le maire de Tesero, lui, avait accepté que 4 000 hectares de bois communaux soient sacrifiés à l'élargissement des bassins existants et à la création d'un troisième ! Celui-ci, géomètre de son état, d'ailleurs dit : « Il n'y a pas vraiment un responsable dans cette affaire, nous le sommes un peu tous... ». Mais si les différentes sociétés et notabilités se renvoient la balle, plus de 200 personnes ont laissé leur vie sur l'autel du profit !

Helène ORIATI

## DEVALUATION DE LA LIRE

### L'Europe de la spéculation, de la concurrence, et de l'austérité pour les travailleurs

Le Comité monétaire européen, réuni samedi 20 juillet à Bâle, a décidé une dévaluation de 6 % de la lire et une réévaluation de 2 % des autres monnaies européennes.

Vendredi 19 juillet, l'annonce d'un déficit record du commerce extérieur italien — c'est-à-dire des exportations par rapport aux importations — et celle d'une prochaine limitation par la banque centrale italienne des achats de dollars sur le marché des monnaies avaient sérieusement affaibli la monnaie italienne, des masses de capitaux se portant aussitôt sur les monnaies « fortes », mark et dollar. Mais le coup de grâce, apparemment, aurait été porté par une banque italienne, agissant pour le compte de l'ENI — groupe pétrolier nationalisé — qui achetait 125 millions de dollars. En quelques minutes, la valeur de la lire par rapport au dollar chutait de 20 %. Et le mark, de son côté, atteignait, par rapport à la lire, un taux record.

Le ministre italien du Trésor ordonnait alors une fer-

meture temporaire du marché des changes de Milan, et annonçait que le moment était propice « pour amorcer la procédure de consultation au niveau européen en vue d'un réalignement des parités au sein du Système monétaire européen ».

L'Italie est en Europe le pays où l'inflation reste la plus élevée : + 9,4 % en 1984, devant la France (+ 6,7 %), et loin devant l'Allemagne (+ 2 %). Cette situation défavorise les produits italiens sur le marché européen, puisqu'ils augmentent plus et plus vite et, inversement, favorise les produits européens sur le marché italien.

La dévaluation de la lire — et la réévaluation des autres monnaies européennes — aura pour résultat de remettre, pour un temps, les compteurs à zéro, en rendant les produits italiens moins chers et les produits européens plus chers, d'environ 8 %.

Commentant ces mesures, Bérégovoy expliquait que « en acceptant une réévaluation de leur monnaie, les pays adhérant au mécanisme de

changes du SME ont démontré leur solidarité à l'égard de l'Italie et leur compréhension vis-à-vis de ses difficultés présentes ».

Mais derrière cette solidarité de façade, la concurrence n'a pas perdu ses droits.

Et dans ce domaine, apparemment, tous les coups sont permis. Car, si l'on en croit la presse, le gouvernement italien est plus ou moins soupçonné d'avoir « prémédité en haut lieu », comme l'écrivait Les Echos du 22 juillet, la chute spectaculaire de la lire, mettant ainsi les autorités monétaires européennes devant un fait accompli. Et l'enquête ordonnée à ce sujet par le président du Conseil italien ne serait destinée, sinon à donner le change — c'est le cas de le dire — du moins qu'à sauver les apparences.

D'ailleurs, du côté des autres pays européens, le gouvernement italien est aussi accusé de ne pas assez jouer le jeu de l'austérité. « L'Italie devra mener — c'est Bérégovoy, un connaisseur,

qui l'a déclaré — une politique très rigoureuse ».

Sur ce terrain, le ministre italien du Trésor a annoncé une série de mesures « destinées à diminuer le déficit budgétaire et à abaisser le coût du travail ». Et il a rendu publique l'ébauche d'un accord avec les confédérations syndicales sur la semestrialisation des effets de l'échelle mobile des salaires (alors que, jusqu'à présent, le réajustement des salaires se faisait tous les trimestres).

Et si les gouvernements européens ne se font pas beaucoup d'illusions sur la capacité de leur nouveau réajustement à favoriser une stabilisation des monnaies européennes, en ce qui concerne le niveau de vie des travailleurs italiens, le résultat est clair : car par une nouvelle hausse de prix liée au renchérissement des importations et par de nouvelles pressions sur les salaires, c'est à eux qu'on présente la note. Encore faut-il qu'ils acceptent de la payer.

Jean-Jacques LAMY

Il y a 10 ans, la signature de l'acte final de la Conférence d'Helsinki :

de la poudre aux yeux pour les peuples

La conférence d'Helsinki dont le journal l'Humanité avait en son temps présenté la signature le 30 juillet 1975 comme la victoire du camp socialiste sur celui de l'impérialisme a maintenant dix ans. Lorsqu'on en entend parler encore aujourd'hui, c'est principalement à propos du non-respect des droits de l'homme dans les pays de l'Est. Les seuls qui s'attachent encore à réclamer l'application de ce texte, sont essentiellement ceux que l'on nomme les « dissidents », opposants politiques ou membres des minorités nationales victimes des dictatures des régimes dits « socialistes ».

Mais ce qui devait être un « code de bonne conduite » reconnu à la fois par les pays occidentaux et par l'URSS et ses « satellites » n'était qu'une simple déclaration d'intention n'ayant — et pour cause — pas plus de caractère contraignant que n'importe quel chiffon de papier. Avant comme après Helsinki, la « coexistence » plus ou moins pacifique a continué entre l'Est et l'Ouest et, grosso-modo, les grands ont respecté les frontières nées des marchandages consécutifs à la dernière guerre mondiale et un camp comme l'autre a continué à mettre à

profit les atteintes contre les droits des peuples et contre les droits de l'homme dans le camp d'en face pour justifier les siennes.

Il n'en avait pourtant fallu pas moins de deux années de discussions pour aboutir à la signature de l'acte final, ce que Raymond Aron dans un article du Nouvel Observateur de juillet 1975 baptisa « la foire aux diplomates ».

35 pays y participèrent avec chacun son cortège de représentants. Les USA et le Canada y étaient aussi, seule l'Albanie resta à l'écart. Tout avait commencé en 1973, et sous la pression des deux super-grands. Ceux-ci avaient entrepris les négociations sur la limitation des armements stratégiques (accords SALT). Mais Gromyko voulait un accord reconnaissant officiellement les frontières en Europe : « Les frontières, Monsieur l'ambassadeur, c'est l'unique problème pour nous », ne cessait-il de dire à Helmut Allardt, ancien ambassadeur de Bonn à Moscou.

C'est ainsi que se retrouvèrent côte à côte aux tables de négociations des représentants de pays qui sont dits égaux dans l'acte final : l'URSS avec ses 4 000 ogives nucléaires, le Vatican

avec ses deux douzaines de hallebardes, les USA avec ses 8 000 ogives et même le Lichtenstein.

A l'objectif de parvenir à un accord sur la sécurité en Europe et sur la coopération économique, les représentants des pays européens ajoutèrent des discussions sur les problèmes humanitaires, culturels et sur la libre circulation des informations. Du coup la conférence s'éternisa et Kissinger s'énerva, disant : « Des foutaises, ça parle, et l'on ne sait même pas de quoi, tellement c'est confus et ésotérique ». Quant à Gromyko, peu intéressé par tous ces problèmes, il ajoutait : « Je ne peux tout de même pas forcer mes compatriotes à lire des choses qui ne les intéressent pas ».

En bref, la conférence d'Helsinki a accouché au bout de deux ans d'un texte, un long document de 110 pages. Au bout du compte, chaque gouvernement a pu se prévaloir de la signature des accords d'Helsinki comme d'une grande victoire.

Mais malheur aux peuples ou aux individus qui ont pu se laisser aller à y croire.

Nicole MAURILLON



## ISRAËL

# Deux justices

Le procès des terroristes juifs s'est terminé mardi 22 juillet à Jérusalem. Trois des accusés, sur la quinzaine que comptait le réseau, ont été condamnés à la réclusion à perpétuité pour le meurtre avec préméditation de trois étudiants palestiniens lors d'une fusillade à l'université d'Hébron en juillet 1983. Les autres inculpés ont été condamnés à des peines relativement légères, la plus lourde ne dépassant pas sept ans, les plus légères quelques mois, pour des actes de sabotage anti-arabes alors que les chefs d'accusation pouvaient leur faire encourir des peines de vingt ans. Les supporters des inculpés ont salué ce dernier verdict par des cris de joie : « On a gagné ! On a gagné ! »

Cela dit, à peine ces verdicts sont-ils tombés qu'une large campagne d'amnistie menée au plus haut de l'appareil d'Etat s'est déclenchée, orchestrée par le vice-Premier ministre, M. Shamir lui-même. Ce dernier a annoncé lundi qu'il interviendrait au plus tôt auprès du ministre de la Justice, M. Nissim, membre lui aussi du Likoud, pour faire accélérer la procédure d'amnistie. D'ailleurs lors du procès, M. Shamir n'a pu s'empêcher d'apporter son soutien à « ces excellents garçons » qui ont eu simplement le tort de « s'être fait justice eux-mêmes ». Une grande partie de la droite et toute l'extrême-droite se mobilisent pour que la Knesset, l'assemblée israélienne, vote cette amnistie.

En tous les cas, pour la plupart des condamnés, la procédure d'amnistie n'aura sans doute même pas besoin de jouer. Les condamnations ont en effet été dosées de telle façon par les juges que la grande majorité des terroristes sera libre, dans le pire des cas, dès la fin de l'an prochain après réduction automatique du tiers de la peine.

Le même jour, à Naplouse, selon *Le Monde*, un tribunal militaire a prononcé des peines de sept ans et six ans de prison ferme pour des faits similaires : appartenance à une organisation terroriste et tentative de sabotage. Il est vrai que les deux inculpés étaient des Arabes de Cisjordanie. Ceci explique sans doute cela.

Stéphane HENIN

## MAROC

# Face au mécontentement intérieur, le bourreau Hassan II à l'œuvre

Le 17 juillet, un des prisonniers politiques marocains faisant la grève de la faim est mort lors de son transfert de Casablanca à Marrakech. C'est l'Association de défense des droits de l'Homme au Maroc qui l'a annoncé, rappelant que neuf autres détenus poursuivaient une grève de la faim et que trois d'entre eux sont dans le coma. Ces jeunes sont en prison pour avoir participé aux manifestations en janvier 1984 contre l'augmentation du prix du pain.

Auparavant, trois de ces jeunes étaient morts dans des circonstances analogues, lors d'une précédente grève de la faim, il y a quelques mois. Ces prisonniers réclament le droit d'étudier, de lire, d'être informés et de recevoir des visites familiales.

Hassan II, dictateur protégé du pouvoir français, est prêt à les faire mourir plutôt que de céder quoi que ce soit. L'anéantissement physique, c'est le sort qu'il voudrait bien réserver à toute opposition qui ne soit pas celle « de sa majesté ». C'est ainsi qu'il vient depuis le début de l'été d'opérer des arrestations massives. Celles-ci ont commencé le 10 juin dans différentes grandes villes, parmi des intellectuels et des fonctionnaires suspectés d'appartenir à un mouvement « subversif » clandestin, le Mouvement de la Jeunesse Islamique, qui se donne entre autres pour but le renversement de la monarchie au nom de la morale islamique.

Les arrestations seraient

au nombre de 160. Contrôles et barrages routiers se sont multipliés. Mais comme le régime proclame à tous vents que le Polisario n'existe plus, que c'était un mirage et qu'il a disparu, pour justifier l'omniprésence des gendarmes et des militaires, il faut bien qu'il trouve de nouvelles justifications. Il ne dit pas bien sûr qu'il s'agit d'empêcher de futures émeutes des

opprimés et des affamés, non. C'est l'Algérie qui est accusée d'entraîner des commandos de Marocains ayant pour mission de commettre des actes de « terrorisme collectif ».

Mais les subterfuges de la clique royale marocaine suffiront-ils encore longtemps à lui sauver la mise face au mécontentement de la population ?

## TUNISIE

# Le gouvernement craint la classe ouvrière

Le journal de l'UGTT, syndicat unique du pays, vient d'être interdit de parution pour six mois. Que lui reproche le gouvernement ? En fait, d'être le seul journal à avoir osé, la veille, dénoncer la décision du gouvernement d'augmenter le prix du pain de 5 à 10 %.

Pourtant, la direction de l'UGTT, depuis plusieurs mois, a donné au gouvernement des gages de responsabilité, en particulier en renonçant aux grèves prévues au mois de mai quand le gouvernement renouvelait sa volonté de bloquer les salaires.

Car le problème du gouvernement reste encore et toujours de s'en prendre aux masses populaires pour leur

faire payer l'endettement du pays auprès des banques occidentales.

Mais pour le régime de Bourguiba, il s'agit aussi d'éviter par tous les moyens de nouveaux affrontements sociaux. Toute la population se souvient du mois de janvier de l'an dernier, où l'annonce d'augmentations sur les denrées alimentaires de base avait déclenché des émeutes de la faim dans plusieurs villes du sud et à Tunis. Les travailleurs, les jeunes, tous les pauvres n'avaient pas hésité à s'affronter à l'armée malgré la répression sanglante (plus de 60 morts), pour montrer leur haine d'un système qui fait supporter le poids de la crise aux plus démunis. Face à la violence

des réactions de la population, malgré ses chars et ses hélicoptères, le régime avait reculé, Bourguiba annonçant lui-même que toutes les hausses étaient annulées.

Mais la politique du gouvernement reste la même. Pour pouvoir emprunter aux banques, il faut montrer qu'on a du répondant, pouvoir payer les intérêts. Et chaque fois, les gouvernements se retournent contre la population laborieuse. Comment d'ailleurs expliquer autrement une augmentation du prix du pain en Tunisie au moment même où tout le pays achève la moisson et où la récolte des céréales dépasse tous les records précédents !

Le gouvernement craint à tout moment les réactions

## TURQUIE

# La dictature change d'uniforme

Vendredi 19 juillet, l'état de siège était levé dans 6 départements turcs dont la capitale Ankara, et l'état d'urgence levé dans 6 autres départements. Officiellement, la plus grande partie du territoire turc serait donc sous le régime civil, et le régime du « libéral » Ozal avancerait pas à pas vers la démocratie.

Qu'en est-il réellement des libertés en Turquie ? La population ne verra plus des militaires en armes à tous les coins de rue, mais la police (qui a une réputation bien pire que l'armée) a vu ses pouvoirs accrus par la loi du 16 juin 1985, lui donnant quasiment tout pouvoir d'arrêter, de retenir qui lui semblera suspect et d'utiliser la force physique si on lui résiste. Seule limite : le gouvernement lui demande de ne pas interpréter dans un sens trop large ses pouvoirs.

La majeure partie du territoire est sous régime civil, mais Istanbul, la plus grande concentration ouvrière, est toujours sous état de siège. C'est à Istanbul aussi qu'est éditée la presse qui reste donc soumise à la censure des militaires.

Etat de siège aussi dans les 15 départements de l'est : les départements kurdes, qui regroupent un quart de la population, et où les séparatistes ont

repris la guérilla. Là aussi, le gouvernement promet une « normalisation de la situation », en précisant que ce sera après avoir liquidé les « terroristes venus de l'étranger ». La normalisation a d'ailleurs commencé depuis le 10 juillet : renforcement de la présence militaire, plus d'une centaine de tués et près de 500 arrestations.

Quant aux prisons, 35 000 personnes y sont encore officiellement détenues « en rapport avec l'anarchie » et les activités terroristes. Mauvais traitements et tortures y sont monnaie courante. Les procès continuent aboutissant à de lourdes peines et à des condamnations à mort. Et au rythme où se poursuivent les arrestations, les prisons ne sont pas près de se vider. Cela montre à quel point le régime de « démocratie guidée » d'Ozal n'est que le paravent et le continuateur de la dictature militaire.

Et c'est ce régime de terreur qui lui permet de mener une politique économique contre les travailleurs et les pauvres sans rencontrer d'opposition. Dans ce pays déjà fortement touché par le chômage, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de moitié en cinq ans.

Jeanne TORAD

des masses pauvres. Et dans ce pays où il existe une classe ouvrière organisée, la moindre mesure peut provoquer des affrontements sociaux graves.

L'UGTT a osé monter le ton. En fait, en s'en prenant à leur journal, le gouvernement ne s'inquiète pas de ce que feront les dirigeants de l'UGTT eux-mêmes. Il sait bien que ceux-ci ne poussent pas à l'affrontement entre les travailleurs, les pauvres et le régime.

Mais en voulant faire taire l'expression syndicale, c'est sa crainte des réactions des militants de base, des simples travailleurs et de toute la population pauvre que le pouvoir exprime.

Jean LAIRUC



## Les professionnels plus dangereux que les amateurs

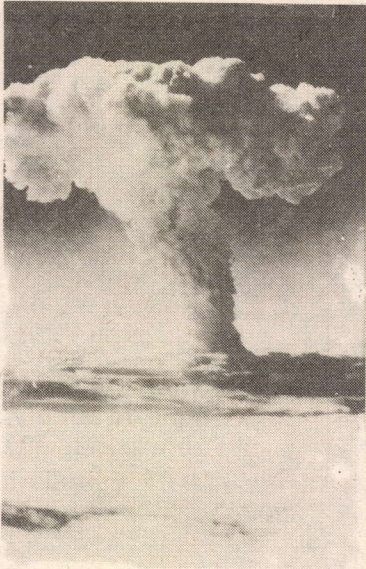
En couverture de l'hebdomadaire VSD de la semaine dernière, un titre explosif : « J'ai acheté la bombe atomique ». Et que révèle l'article ? Qu'il y a cinq mois, un journaliste du nom de Patrick Berthreu associé à un certain « Sten Ericsson, marchand d'armes retiré des affaires » a fait la démonstration que fabriquer une bombe atomique n'a rien d'impossible aujourd'hui... puisqu'on peut facilement se procurer du plutonium.

Et effectivement, l'article décrit (façon mauvais polar) la filière qu'ils ont suivie pour finalement signer à Londres un contrat portant sur l'achat de 18,7 kilos d'uranium enrichi et d'un kilo de plutonium pour la somme de soixante-treize millions de dollars (soixante-dix milliards de centimes).

Le reste étant, non pas, comme le dit la chanson de Boris Vian, à la portée d'un « fameux bricoleur » ou « d'un génie question travaux pratiques », mais, selon l'expression de ces deux originaux, « à la portée de n'importe quel bricoleur moyennement doué », et quand même passablement argenté.

Les deux compères en déduisent que la bombe atomique peut être à la portée de n'importe quel « groupe terroriste international ».

En attendant, elle reste aux mains des gouvernants de tout bord. Et Nixon rappelait dans une interview récente au magazine américain *Times* qu'il avait



Essai atomique français

songé quatre fois au cours de sa présidence à recourir à l'arme nucléaire ! Quant au gouvernement français, lui aussi possède son arsenal avec 350 armes nucléaires représentant la puissance de 9000 bombes type Hiroshima.

Là, il ne s'agit plus de bricolage, mais bien des successeurs et semblables de ceux qui ont froidement et sérieusement décidé, les 6 et 9 août 1945, de larguer deux bombes atomiques sur les villes japonaises de Nagasaki et Hiroshima, faisant plus de 200 000 morts et des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants atrocement mutilés à vie.

## Voyagez avec du liquide

Un train de la banlieue parisienne, direction Mantes-la-Jolie. Les contrôleurs vérifient les billets. Un jeune n'a pas le sien. Le prix de celui-ci est de 16 francs. Il n'avait pas suffisamment d'argent liquide sur lui, il avait donc proposé de faire un chèque. « Pas possible lui avait répondu l'employé du guichet, nous ne pouvons accepter les chèques de moins

de 100 francs ». Résultat, pas de billet. C'est ce que le jeune explique au contrôleur à l'air soupçonneux, carnet d'amen-des à la main.

« C'est 65 francs d'amende, déclare ce dernier, vous auriez dû prévoir et vous munir de monnaie avant ». Le jeune proteste, tout en faisant remarquer qu'il ne peut payer puisqu'il n'a pas d'argent liquide. « Eh bien, faites-moi un chèque, répond tout de go le contrôleur, je prends les chèques de moins de 100 francs » !

En voilà au moins un qui est compréhensif !

## Comment perdre ses dons

Dans le Puy-de-Dôme, une association a ouvert un centre de vacances réservé à des enfants « surdoués », c'est-à-dire dont le Quotient Intellectuel (QI) serait supérieur à 130, le QI moyen étant de 95 à 100.

Un colonie de vacances d'un genre nouveau donc, réservée aux garçonnet penseurs, fillettes philosophes et bébés informaticiens sur le berceau desquels les fées se seraient

penchées. Une seule réflexion de l'un de ces prodiges témoigne du niveau inhabituel de leurs qualités intellectuelles : « Nous, les surdoués, on est rejetés parce qu'on est trop forts » !

Là serait la raison de la création de cet élevage de petits prétentieux auxquels l'association voudrait également destiner un établissement scolaire de la sixième à la troisième. Une idée, certainement pas désintéressée mais somme toute assez banale, de son Président, qui se flatte d'être lui-même un ancien « surdoué » : ça s'est visiblement tassé avec les années !

## La mort en direct

L'Humanité du 20 juillet rapporte que sous le titre « les visages de la mort », une cassette vidéo fait fureur aux USA. On peut pour quelques dollars voir une mise à mort « tribale », une exécution capitale sur la chaise électrique, le suicide d'un homme sautant d'un pont, etc...

« La mort en direct », dans son fauteuil, pour que des milliers de dollars aillent dans les poches des « fabricants » de ces cassettes. « C'est terrible, c'est dégoûtant, mais la demande est phénoménale » explique l'un de ceux-ci.

Les fabricants ne sont pas des phénomènes, eux, ils se contentent de ramasser le paquet.

## Bon appétit



Vingt-cinq tonnes de viande et de poisson avariés, qui allaient être vendues à des restaurants et grandes surfaces, ont été saisies à Cannes.

A cette occasion, la presse rappelle les mille et une façons d'accommoder et de servir des denrées un peu avancées : faire tremper les viandes blanches dans de l'eau vinaigrée, servir les steaks au poivre ou des volailles à la sauce moutarde, etc...

Certains restaurateurs seraient passés maîtres dans l'art de mijoter des petits plats épicés... pour lesquels l'addition ne sera pas la seule à être dure à digérer.

## Alchimie

Le kiwi — fruit exotique — est actuellement vendu en gélules dans les pharmacies. Sa richesse en vitamine C combattrait la fatigue et les rhumes. D'après la revue *Cinquante millions de consommateurs*, il faudrait consommer chaque jour le contenu de deux boîtes de gélules pour absorber 100 mg de vitamine C, soit la ration nécessaire pour éviter les carences.

Il n'y aurait pas plus de vitamine C dans deux boîtes de gélules à 49 francs chacune, que dans deux kiwis frais !

C'était la recette miraculeuse de la transformation du kiwi... en blé !

## Les joies du camping



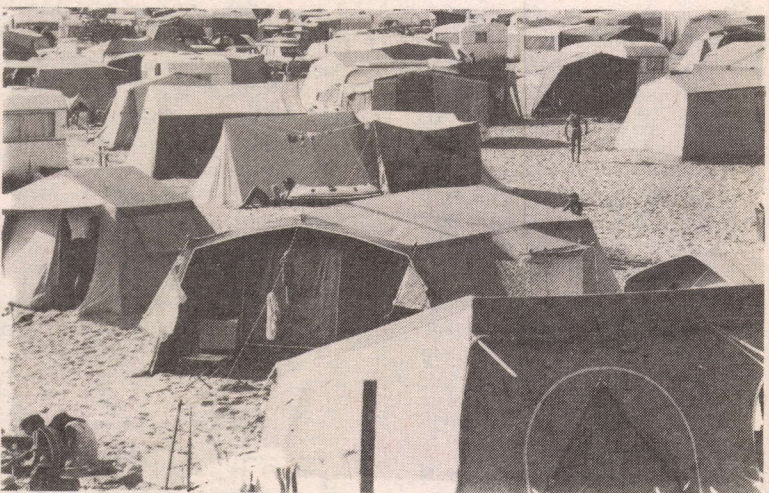
De la plage...

Que Choisir de juillet-août publie un dossier sur l'état sanitaire des campings. Il rappelle qu'en 1982, 13,4 % des campings contrôlés par les Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) n'étaient pas satisfaisants : 190 campings rejetaient directement leurs eaux usées dans le lac ou la rivière voisins ; dans plusieurs centaines de campings, l'équipement et l'entretien laissaient à désirer. On notait même des installations électriques dangereuses. 172 campings délivraient une eau passagèrement ou continuellement non potable. Enfin, de nombreux terrains ne bénéficiaient

d'aucune protection contre l'incendie.

On aurait pu croire qu'après ce bilan inquiétant, les pouvoirs publics se seraient donné les moyens d'aller regarder d'un peu plus près la situation des campings et d'y remédier. Eh bien, rappelle le dossier de *Que Choisir*, la mesure essentielle semble avoir été... de ne publier aucun bilan global pour 1983 et 1984 !

Quant aux bilans régionaux que certaines DDASS ont accepté de faire connaître, ils montrent que de très nombreux campings ouvrent encore leurs portes alors qu'ils sont dans un état sanitaire insatisfaisant. Avis aux campeurs !



... au camping : les joies du grand air !

## TUC à la SNCF : Premières payes plus trébuchantes que sonnantes

A Paris Masséna, la SNCF a embauché 8 jeunes travaillant sous contrat TUC (travaux d'utilité collective) le mois dernier. C'est l'Etat qui verse directement les 1 200 francs par mois à chaque « tucard » pour 20 heures de travail par semaine.

La SNCF quant à elle ne débourse que 300 francs, pour payer les cigarettes sans doute. Pourtant, ce n'est pas pour se rouler des cigarettes que les TUC sont là : on les voit travailler à la peinture, à l'archivage, à l'entretien ou au nettoyage. Les chaussures de

sécurité, ils n'y ont pas droit. Quant aux conditions de sécurité, pour le travail en hauteur par exemple, cela laisse à désirer.

Pour comble, c'est tout un cinéma pour toucher cette misère de 300 francs. La direction a tarabusté ceux qui n'avaient pas de compte bancaire pour qu'ils en ouvrent un ; ça arriverait plus vite, paraît-il. Quant aux 1 200 francs, ils sont arrivés avec quinze jours de retard.

Pour leur première « paye », les TUC ont goûté de la proverbiale ponctualité SNCF !



# Il y a un an, les ministres communistes quittaient le gouvernement

Il y a un an, le 19 juillet 1984, le PCF décidait de ne pas participer au nouveau gouvernement Fabius.

Pierre Juquin déclarait que le PCF était prêt à continuer à participer au gouvernement mais qu'il n'avait pas obtenu « la définition nette d'une politique nouvelle ». « Dans ces conditions, ajoutait-il, nous ne nous sentons pas le droit moral de laisser croire à des millions de femmes, d'hommes, de jeunes en proie aux déceptions, aux inquiétudes, que nous pourrions dans le gouvernement actuel répondre à leur attente.

*Nous nous refusons à les tromper comme à nous tromper nous-mêmes ».*

Et effectivement la politique mise en œuvre par le PS depuis juillet 1984 que le PCF a dénoncée de plus en plus violemment, et avec raison, a été une politique anti-ouvrière. Seulement, cette politique du gouvernement depuis un an n'est pas différente de ce qu'elle avait été de juin 1981 à juillet 1984 quand les communistes y participaient.

Il y avait des ministres communistes au gouvernement lorsque le 13 juin 1982, Delors annonçait le

blocage des salaires. La première réaction du PC, par la bouche d'Herzog, fut très mesurée : « Il faut étudier de près encore les mesures d'accompagnement ». Et même si, plus tard, la condamnation se fit plus nette, les députés communistes avaient voté quand même la confiance.

Le 5 septembre 1982, alors que Mauroy annonçait la rigueur et déclarait que l'indexation des salaires sur les prix, c'était fini, le PCF ne dénonçait en rien cette mesure, au contraire. L'Humanité du lendemain titrait « Gagnons la bataille de la production

et de l'emploi ». Et à la fête de l'Humanité, quelques jours plus tard, Herzog appelait à s'engager « corps à corps dans le renouveau de l'économie nationale ».

Enfin, en décembre 1983, c'était un communiste, Jack Ralite, qui était ministre du Travail quand le gouvernement autorisait 1 900 licenciements chez Talbot et envoyait les CRS contre les travailleurs.

Alors quoi qu'en dise le PCF, la politique de Mitterrand était prévisible et c'était très rapidement que son caractère anti-ouvrier se manifestait.

Et si le PCF a quitté la direction des affaires il y a un an, ce n'est pas parce qu'il s'est rendu compte avec retard de la nature du

gouvernement Mitterrand, mais pour tenter d'enrayer — un mois après l'échec aux élections européennes — sa chute électorale et ses pertes militantes.

Depuis, il a bien du mal justement à retrouver le crédit perdu. D'abord parce que sa politique a démoralisé, déçu bien des travailleurs, bien des militants ouvriers, et que les dégâts ne se réparent pas en un jour. Ensuite parce que les militants — y compris ceux du PCF — hésitent à faire de nouveau confiance à la direction d'un parti et à une politique qui viennent de montrer leur faillite. Et ils ont raison. Car elles ne pourraient que les mener à de nouvelles désillusions.

Alain TEROUX

## Parole de scientifique et paroles de ministre

A l'occasion d'un sondage effectué pour le secrétariat d'Etat chargé des risques naturels et technologiques, il apparaît que 53 % de la population s'inquiète des risques nucléaires et 23 % des risques chimiques.

H. Tazieff, qui est à la tête de ce secrétariat, estime que la population a tort de croire que l'industrie nucléaire est plus dangereuse que l'industrie chimique, car « le risque existe, même si on a eu relati-

vement de la chance jusqu'ici, en France du moins ».

H. Tazieff ayant la réputation de ne pas mâcher ses mots, de mettre ses connaissances au service du public, sans se soucier de préserver ni réputation, ni intérêts sordides, il n'y a aucune raison de mettre en doute sa parole de scientifique honnête. Nous ne sommes nullement à l'abri de catastrophes comme celles de Bhopal. Et il est vrai,

comme le souligne Tazieff, « que seule une politique de prévention coûteuse pourrait y remédier ».

Mais qui doit payer ? Le scientifique adopte alors la langue de bois ministérielle pour poser la question : « Les Français sont-ils prêts à payer ? ».

A trop fréquenter ses collègues ministres, l'homme des volcans en perdrait-il sa flamme et aurait-il attrapé leur manie de nous faire les poches ?

Ministres communistes entrant au gouvernement pour... 3 ans de complicité.



## Au nom du tiroir-caisse

Un jeune homme, Jean Mathon, vient de mourir, après avoir été « interrogé » par le gérant et les employés d'un supermarché de Biache Saint-Vaast dans le Pas-de-Calais, où il aurait volé une bouteille de bière. Le jeune homme a été traîné dans le bureau du gérant, où il a été passé à tabac. Il est mort des suites de

ses blessures sans avoir repris connaissance.

Le gérant du supermarché et le boucher qui avaient cogné ont été inculpés de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort et écroués. Volontaires c'est bien le cas, puisque c'est le gérant lui-même qui a déclaré que c'est son foudroyant uppercut qui a

projeté Jean Mathon contre l'angle d'un coffre-fort.

Ce n'est pas la première fois que des gérants s'arrogent le droit de faire des interrogatoires « musclés » dans leurs bureaux.

A Homécourt en Meurthe-et-Moselle, il y a quelques mois, un autre gérant avait lui aussi « frappé un peu fort », lui aussi contre un jeune suspecté d'avoir volé de l'alcool. Là, le jeune se serait « cogné » contre le coin d'une table en s'attaquant au gérant... et en se « cognant » il aurait eu une perforation de l'intestin dont il n'est pas remis des mois après. La version du gérant était tellement incroyable que le juge, qui l'avait incarcéré une première fois puis libéré après paiement d'une caution, vient de le renvoyer en prison.

Et à Douchy-les-Mines, près de Denain, la semaine dernière, c'est encore un gérant qui cette fois ne s'est pas contenté de faire le coup de poing, mais a fait le coup de feu contre un jeune soupçonné de vol.

Voilà comment ces gérants entendent défendre leurs biens. Pour eux un client soupçonné, et jeune de surcroît, est un client coupable à matraquer, y compris à mort, y compris pour une simple bouteille de bière à 4,55 F.

## Gardien de la paix — la bavure :

## il ne suffit pas d'être française, il faut en avoir l'air

Une Française ayant l'aspect maghrébin a été injuriée : « Sale Juive, sale Arabe, putain », et violemment giflée (dix jours d'incapacité de travail) par des gardiens de la paix du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui venaient de l'embarquer, le 8 juillet à cinq heures du matin. Elle sortait d'une boîte de nuit devant laquelle une bagarre venait d'éclater. Les policiers ont coffré tout le monde et comme ils ont pris la jeune femme pour une immigrée, ils ont commencé à cogner. Lorsqu'ils se rendirent compte qu'elle était de nationalité française, ils la renvoyèrent : « Foutez le camp ».

La jeune femme tenta ensuite de porter plainte, mais la police refusa d'enregistrer la plainte (aussi bien au commissariat du 11<sup>e</sup>, Place Léon Blum, qu'au poste de police du passage Bellay). Il a fallu l'intervention d'un journaliste pour qu'elle soit reçue par un inspecteur qui lui a demandé de ne pas porter plainte tout de suite. Puis, elle a alerté directement l'IGS, pris contact avec SOS-racisme.

Finalement, elle a de la chance d'être française. Etrangère, elle serait restée au poste, peut-être passée à tabac, voire même expulsée...

## Agression raciste à l'île d'Yeu

Une vingtaine de jeunes Maghrébins originaires de Bondy participaient à un camp de voile dans l'île d'Yeu. Ils pensaient sans doute oublier le béton de la banlieue parisienne. Mais dès leur arrivée, ils trouvaient le racisme avec les insultes chez les commerçants et l'un des animateurs de leur groupe intentionnellement renversé par une voiture. Le samedi 20 juillet, au cours d'un bal, ils étaient attaqués par une bande de jeunes du coin dont l'un était armé d'un fléau, ce qui entraînait une petite bagarre.

Finalement, devant les menaces exprimées par plusieurs dizaines d'habitants de l'île, dont le patron du Casino où avait lieu le bal, les jeunes Maghrébins préféraient écourter leurs vacances et rentrer dès le lendemain à Bondy.

A Belle-Ile l'an dernier, une véritable ratonnade avait eu lieu contre les jeunes Maghrébins d'un camp de vacances. Cette fois-ci, l'affaire s'est terminée moins tragiquement, mais certainement pas grâce à tous les Dupont-Lajoie de l'île d'Yeu.

A.S.



# Sécurité sociale en excédent ou en déficit, le trou est dans la poche des assurés

Les comptes de la Sécurité sociale qui viennent d'être publiés font bonne impression. En excédent en 1984, ils accuseront probablement pour cette année un déficit de 1,5 milliard de francs : seulement 0,23 % du total des recettes prévues, pas la mer à boire. Et Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales, était tout sourire pour présenter ce résultat, ajoutant toutefois que cet équilibre est fragile... et que la rigueur devra continuer à s'imposer.

Il est vraiment pratique, ce budget de la Sécurité sociale ! Il permet au gouvernement de se décerner un brevet d'autosatisfaction, et en même temps de pointer la menace du fameux déficit pour justifier de nouvelles restrictions aux droits des assurés.

En réalité, que signifie un déficit ou un excédent de quelques milliards sur des dépenses qui atteignent 660 milliards, presque l'équivalent du budget de l'Etat ? Les manipulations, à l'abri des systèmes complexes de comptabilité, sont la règle.

Mais ce qui est indiscutable, c'est que le gouvernement a multiplié les mesures à la fois pour faire payer davantage les cotisants, les retraités, et limiter les indemnités et les remboursements versés par la Sécurité sociale.

Rien que le mois dernier ont été annoncées la diminution des indemnités journalières des congés maternité (de 90 à 84 % du salaire brut), la diminution du remboursement des actes infirmiers, des analyses biologiques, et de médicaments, certains parmi les plus courants.

Le gouvernement n'en était pas à son coup d'essai. Dès l'été 1982, Bérégovoy, alors ministre des Affaires sociales, avait ouvert la voie. Le gouvernement avait, à l'époque, la caution des ministres communistes. Déjà, le remboursement des médicaments dits « de confort » avait été réduit, voire carrément supprimé pour certains, la revalorisation des allocations familiales et des allocations-logement, freinée. En octobre 1982, les retraites, elles aussi, ont été touchées par un nouveau mode de calcul qui les a fait augmenter moins vite que les prix. Pour les indemnités journalières versées en cas de maladie, la Sécurité sociale a fait également des économies. Pas besoin de mesures spéciales en cette période de chômage : malades, certains travailleurs hésitent à s'arrêter de peur de perdre leur emploi. On hésite aussi à consulter le médecin, et à acheter des médicaments de moins en moins remboursés. En moyenne, les médicaments



72,1 % de leur prix en 1984 pour 72,6 % en 1983, selon les calculs de la CGT. 20 milliards sont ainsi restés à la charge des assurés au lieu de 18 milliards l'année précédente. Cette somme est payée essentiellement par ceux qui ne disposent pas de couverture complémentaire, 30 % des assurés. Parmi eux il y a un tiers de personnes âgées.

Parallèlement aux restrictions sur les indemnités, les pensions et les remboursements, les cotisations n'ont cessé de s'alourdir. Depuis juin 1982, les chômeurs et les pré-retraités ont dû cotiser à l'assurance-maladie, et en avril 1983, le taux est passé de 2 % à 5 % pour les pré-retraités. Pour l'ensemble des salariés, les cotisations ont augmenté, selon l'INSEE, de 6,3 %, au-delà de la hausse des prix en 1984, alors que les cotisations patronales, elles, n'augmentaient qu'au rythme de l'inflation.

Parmi les mesures destinées à prélever dans la poche des assurés, il faut encore citer le forfait hospitalier, institué en avril 1983 et, un mois plus tard, la décision de prélever 1 % sur le revenu imposable et l'emprunt forcé pour tous ceux qui payaient au moins 5 000 F d'impôts.

Alors oui, la Sécurité sociale a été renflouée et fait des économies sur le dos des salariés. Les mesures gouvernementales se combinant avec les effets du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat, la santé est redevenue un luxe pour un nombre de plus en plus grand de travailleurs.

Cela ne résoudra d'ailleurs même pas le problème de l'équilibre des finances de la Sécurité sociale, car même avec des remboursements et des allocations réduits, même avec des taux de cotisation plus élevés, les ressources continueront à se faire plus rares du fait de l'augmentation du chômage et de la stagnation des salaires en dessous de l'inflation.

Toujours est-il que le gouvernement socialiste aura sérieusement aidé la bourgeoisie à ponctionner le pouvoir d'achat des travailleurs et à remettre en cause le système de protection sociale.

Jean SANDAY



## L'austérité en chiffres

Le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), un organisme gouvernemental, vient de publier dernièrement une étude statistique sur l'évolution des revenus en France de 1981 à 1984.

Les chiffres avancés par cette étude montrent assez bien la façon dont la crise et la politique du gouvernement de gauche touchent les différentes catégories de la population.

### LES SALAIRES

Car l'austérité ne frappe pas tout le monde de la même façon, loin de là. Si le salaire horaire ouvrier moyen augmentait légèrement plus vite que la hausse des prix du début 1981 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1982, date du blocage des salaires décidé par le gouvernement Mauroy, il ralentissait fortement ensuite. Sur l'ensemble de la période 1981-1984, le pouvoir d'achat des salaires nominaux n'a pas augmenté.

Quant aux traitements des fonctionnaires, leur pouvoir d'achat a diminué de 0,5 % en 1982, de 2 % en 1983 et de 3,1 % en 1984. En matière d'austérité, le gouvernement a montré l'exemple avec les fonctionnaires, le patronat n'a eu qu'à suivre.

### BAISSE DES INDEMNITÉS ET DES ALLOCATIONS

En dehors du salaire, d'autres revenus intéressent particulièrement le niveau de vie des travailleurs. Les allocations de chômage en moyenne ont perdu 13 % de leur pouvoir d'achat de 1981 à 1984 du fait

principalement du raccourcissement des durées d'indemnisation et des révisions successives en baisse de la réglementation. Les revalorisations des pré-retraites brutes ont maintenu leur pouvoir d'achat mais les hausses de cotisations-maladie ont diminué les sommes effectivement reçues par les pré-retraités qui ont donc subi une perte de leur pouvoir d'achat. Les retraités eux aussi ont vu leur pouvoir d'achat diminuer à partir de 1982. Les allocations-logement et familiales ne suivent plus non plus la hausse des prix depuis 1982.

### A PARTIR DE 1983, CE SONT LES FAMILLES OUVRIÈRES QUI PERDENT LE PLUS

Ces revenus n'affectent pas de la même manière les différentes catégories de salariés. Autant pour les familles ouvrières, les allocations-logement et familiales sont loin d'être négligeables, autant pour les cadres moyens et supérieurs, les revenus provenant des actions, obligations, SICAV et autres placements commencent à prendre de l'importance. Ainsi en 1981 et 1982, les allocations-logement et familiales avaient permis aux familles d'ouvriers qualifiés et non qualifiés de maintenir leur revenu disponible. L'alourdissement de l'impôt sur le revenu (prélèvement exceptionnel, emprunt obligatoire, etc.) avait surtout joué chez les cadres qui avaient enregistré une perte de pouvoir d'achat de leur revenu disponible.

La situation s'inverse en 1983. Ce sont les cadres qui

perdent le moins, et les seuls à voir leur pouvoir d'achat augmenter sont... les cadres supérieurs dont les revenus provenant de leurs placements financiers ont plus que compensé ce qu'ils ont perdu au niveau de leur salaire.

### LA BOURSE N'A JAMAIS AUTANT RAPPORTÉ

Par contre, les revenus du capital, c'est-à-dire les dividendes et les intérêts que les entreprises versent aux détenteurs d'actions et d'obligations ont connu la situation inverse. En diminution en 1981, ils opèrent une spectaculaire remontée de 1982 à 1984, dépassant largement la hausse des prix. Posséder 100 F d'action rapportait en moyenne 2 F par an à son propriétaire entre 1976 et 1981, mais ces 100 F d'action ont rapporté en moyenne par an 23 F entre 1981 et 1984. Le « faire payer les riches » des discours de 1981 a fait long feu, la Bourse n'avait pas rapporté autant depuis bien longtemps.

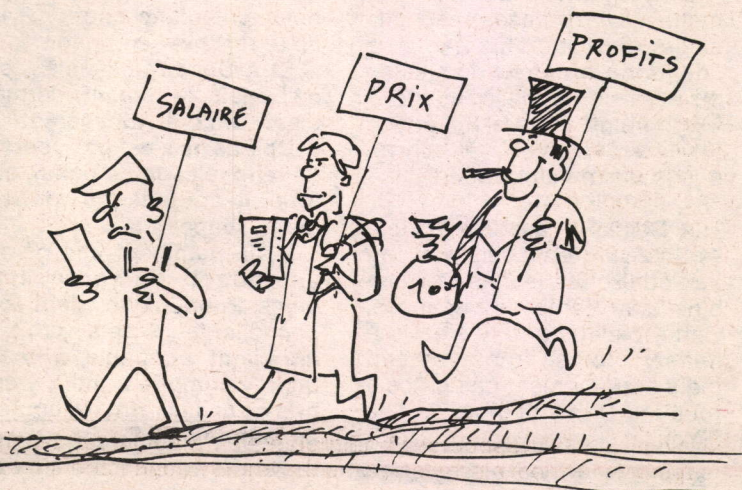
La Bourse n'est pas la seule source de revenus des possédants, mais c'est la seule connue assez précisément, et c'est éloquent.

Jean-Claude MASSELIN

## Les Français

Le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) publie tous les ans une enquête sur les aspirations des Français. Parmi les résultats publiés, la presse a mis cette année l'accent sur les réponses concernant la « solidarité » face au chômage (les questions sur ce thème apparaissent pour la première fois dans l'enquête du CREDOC). D'après la presse, les Français ne seraient plus « solidaires ». Ils affirmeraient majoritairement qu'il faut diminuer les allocations des chômeurs...

En fait, il semble surtout que les personnes interrogées pour ce sondage sont bien conscientes que le chômage va s'amplifier pendant des années encore (plus de 80 % des réponses vont





# Les mauvais coups de l'été



— Fermetures : les patrons n'ont pas attendu l'été...



— ... mais ils en profitent.

Les patrons profitent de la période des vacances pour annoncer des licenciements.

Connue le 22 juillet, la décision de fermer l'usine de Trith-Saint-Léger, dans le Nord, avec la perspective de licenciement de ses 770 ouvriers, a fait le plus grand bruit. C'est deux mille licenciements et suppressions d'emplois en plus de ceux déjà prévus par le plan sidérurgique de l'an dernier, qui sont programmés dans le trust Unimétal, filiale des groupes Sacilor et Usinor. Cette entreprise nationalisée abandonnerait ainsi le train de poutrelles de Trith, alors qu'en 1984, le gouvernement prévoyait son maintien.

Dans la foulée, le 23 juillet, la direction d'Ascométal annonçait la fermeture de son site de Pompey en Meurthe-et-Moselle. L'emploi de 600 travailleurs est en jeu. Ascométal, comme Unimétal, appartient aux groupes nationalisés Sacilor et Usinor.

Le gouvernement a fait mine pour la forme de ne pas avoir tranché. Les élus socialistes du Nord, soucieux de leurs sièges, et pris à partie par les travailleurs, ont demandé au gouvernement de surseoir aux licenciements. Il faut dire que, le 23 juillet, les sidérurgistes de Trith étaient descendus dans la rue, barrant de poutrelles l'autoroute Paris-Bruxelles et manifestant à plusieurs centaines jusqu'à la sous-préfecture, après avoir bloqué la veille le trafic ferroviaire. Remettant ça le 24 juillet, ils avaient occupé le siège de la direction, faisant voler quelques meubles et dossiers par les fenêtres. Et bien que le gouvernement ait décidé, le 24 au soir, de surseoir jusqu'à septembre aux licenciements, une nouvelle manifestation devait avoir lieu le 25 juillet, appelant des délégations de toute la région à venir se rassembler devant la mairie de Trith.

C'est le gouvernement qui a pris l'initiative de relancer les licenciements. C'est lui qui, en ce mois de juillet, a pris les décisions les plus spectaculaires, et le patronat n'a plus qu'à s'engouffrer dans la brèche, ce qu'il ne manque pas de faire. Le patronat et le gouvernement tablent sur une démobilisation des travailleurs. Mais à Trith-Saint-Léger, comme à Dunkerque et dans de nombreux autres endroits, ils se heurtent à la combativité des travailleurs, combativité que le PCF encourage, cherchant, après trois années de participation gouvernementale, à se donner une crédibilité d'opposant.

Ailleurs, dans la région parisienne, Bosch a annoncé sa volonté de fermer l'usine de Massy dans l'Essonne. L'entreprise fabrique des glaces et des accessoires électriques pour les voitures. Elle propose aux 184 salariés soit des mutations avec perte de salaire, soit une formation dont une partie serait à leur charge.

A Issy-les-Moulineaux, dans les Hauts-de-Seine, SEV-Valéo liquiderait son usine à partir d'octobre 1986. Sur 962 salariés, la direction a planifié 300 reclassements (entre autres à Issy), 300 préretraites ou retours au pays, et plusieurs dizaines de licenciements.

L'Humanité du 19 juillet signalait que Valéo avait reçu 800 millions de francs du gouvernement.

L'autre grande entreprise d'Issy-les-Moulineaux, les Blanchisseries de Grenelle, avait déposé son bilan le 25 juin dernier. Le tribunal de Commerce a prononcé le 17 juillet la liquidation de la société. La direction veut faire chanter les 817 travailleurs. En échange de la poursuite de l'activité, elle entend bloquer les salaires, muter définitivement 26 travailleurs et supprimer 80 emplois qui incluraient 10 licenciements. Ainsi, sur

cette seule ville, il pourrait y avoir 1 800 suppressions d'emplois.

Toujours dans la région parisienne, la fonderie Zeppelini à Draveil, dans l'Essonne, licencierait 53 des 104 travailleurs. Elle produit des alliages légers pour la Régie Renault. Dans le Val-de-Marne, le groupe Cora-Revillon, propriétaire de l'imprimerie Del Duca à Maisons-Alfort, veut licencier 149 travailleurs et bloquer les salaires jusqu'à fin 1986. L'imprimerie François d'Ozoir-la-Ferrière en Seine-et-Marne projette 108 licenciements.

International Harvester-France produit des machines agricoles. Le groupe a annoncé, lundi 22 juillet, la suppression de 709 emplois sur les 3 100 salariés de ses cinq usines (Croix, Angers, Ris-Orangis, Paris et Saint-Dizier). Selon L'Humanité du 20 juillet, International Harvester avait touché du gouvernement français 160 millions de francs.

Deux autres grands groupes étrangers ont programmé des licenciements. Le 19 juillet, Shell annonçait la fermeture de sa raffinerie de Paillac, en Gironde, où travaillent 1 700 personnes. Quant à Fiat-France, elle met en liquidation sa concession Fiat-Molière à Vénissieux, menaçant 120 salariés.

Ainsi gouvernement et patronat provoquent les travailleurs en essayant de faire passer à la faveur des congés une accélération des suppressions d'emplois. Mais partout où ils craignent une réaction trop violente de la part des travailleurs, nul doute qu'ils seront contraints soit de réviser en baisse les mesures annoncées, soit de les reporter. Les problèmes des travailleurs n'en seraient pas pour autant réglés, mais ils auraient au moins fait la preuve qu'ils sont en mesure de faire reculer le gouvernement et les patrons.

Guy FICHET

## is sont-ils solidaires ?

dans ce sens, plus de 90 % dans le Nord ou dans l'Est). Quant au niveau de vie, là encore, pas d'hésitation : ça va de mal en pis, pensent près de la moitié des personnes interrogées (contre 25 % en 1978).

Alors, sur les mesures à proposer pour les chômeurs, bien sûr, « l'homme de la rue » n'a pas trop d'opinion. Certains répondent qu'il faut augmenter les cotisations et les impôts (33 %), d'autres diminuer le nombre des bénéficiaires (21 %), d'autres encore diminuer les allocations (13 %) ou en diminuer la durée (20 %)... Mais on ne propose de toute façon pas d'autre réponse. Qu'aurait répondu l'interviewé aux propositions « Interdire les licenciements » ? « Faire

payer les patrons ? » Mystère. Par ailleurs, dans un autre tableau où l'on demande quelles sont les personnes insuffisamment aidées par la collectivité, on s'aperçoit que les chômeurs viennent en deuxième position, derrière les personnes âgées, mais loin devant les familles, les malades ou les jeunes.

Alors, savoir si les Français sont solidaires, ce n'est évidemment pas un problème de sondage auquel on fait dire ce qu'on veut, sans compter que le sondage porte sur un échantillon très restreint de 2 000 personnes interrogées. La solidarité effective des travailleurs pourrait bien, dans les temps qui viennent, surprendre plus d'un sondeur et plus d'un journaliste.

Roger PERIER

## PTT : l'Etat nous fait les poches

Côté usagers : augmentation dès le mois d'août prochain de 2 centimes de la taxe de base téléphonique (qui passera à 77 centimes) et de 10 centimes sur les timbres (qui passeront à 2,20 F et 1,80 F). Côté employés : 3 000 suppressions d'emplois en 1986.

Le ministère peut difficilement invoquer un quelconque déficit pour justifier ces mesures, puisque ce service public est largement bénéficiaire, et depuis des années. Seulement depuis 1982, l'Etat a pris l'habi-

tude de puiser de plus en plus largement dans les poches des usagers par le biais des PTT, en leur faisant supporter tout un tas de charges indues, en particulier en leur faisant financer les trusts de l'informatique et de l'électronique.

En 1985, le gouvernement a fait payer aux usagers 15,2 milliards de ses charges, ponction réalisée entre autres par l'augmentation de 25 % de la taxe téléphonique de base l'été dernier. Et le budget 1986 prévoit de porter cette contri-

bution à 19 milliards : 3 milliards serviront directement à renflouer les caisses de l'Etat ; 4,8 milliards iront à des dotations en capital et en aides financières diverses dans les coffres des groupes de la filière électronique : 4,2 milliards seront consacrés à la recherche spatiale, le budget du CNES passant entièrement à la charge des PTT.

« Les PTT, un service qui relie les hommes », proclame sa publicité. Elle pourrait dire : qui relie les poches... et à sens unique !



## Ils n'ont pas la pêche !

Trois cents tonnes de pêches ont été déversées à Valence, devant l'hôtel départemental de la Drôme, le 19 juillet, par un millier de producteurs en colère qui avaient répondu à l'appel de la FNSEA pour protester contre la baisse du cours de la pêche.

Leur but était d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la crise grave qui toucherait les arboriculteurs. Pourtant, afin de maintenir le prix des pêches sur le marché, le gouvernement a débloqué 1 100 000 francs pour retirer une partie de l'excédent de fruits. De plus, le ministère de l'Agriculture a décidé cette année une exonération partielle des charges sociales pour une durée de vingt et un jours.

Mais cela ne suffit pas. La FNSEA déclare que « *ce que nous voulons, c'est une exonération totale et sans condition sur toute une saison, telle qu'elle se pratique en Allemagne* », invoquant la concurrence des pêches espagnoles dont les producteurs payent deux fois moins cher leurs ouvriers.

Bref, si les affaires vont mal pour les patrons arboriculteurs français, ce serait encore de la faute des ouvriers qu'ils paieraient trop cher. Et cela même si la baisse de la consommation de fruits — liée au niveau de vie des consommateurs — est très officiellement la raison principale de la mévente.

Alors, les patrons arboriculteurs manifestent ? Oui, pour réclamer du gouvernement de nouvelles aides pour maintenir leurs profits.

## Le SMIC gêne les patrons

Un article de l'*Usine Nouvelle* du 15 juillet rappelle que le CNPF (syndicat des patrons) n'a pas démordu de son idée de remettre en cause le SMIC.

Il prévoirait de le moduler en fonction des régions, des secteurs d'activité, de l'âge des salariés et de la santé des entreprises, ou bien de le remplacer par un revenu minimum familial garanti, sans préciser évidemment.

Tout ce que les travailleurs ont acquis de haute lutte en plusieurs décennies fait aujourd'hui l'objet d'attaques répétées de la part des patrons. A croire qu'ils cherchent vraiment la bagarre...



Ils en veulent toujours plus.

## La classe !

En ce moment, les présentations des nouveaux modèles d'hiver de la haute couture parisienne se succèdent.

Aucun grand couturier n'a pensé à créer un modèle haut de gamme, bien serré à la ceinture, tissu légèrement laminé, coupe sombre, très près du corps : un vrai look de chômeur. Ils sont pourtant trois millions de consommateurs potentiels !

## A privé, privé et demi

A partir de septembre, la publicité va gagner de nouveaux créneaux à la télévision. Nous étions déjà pas mal abreuvés pourtant.

TF 1 a en effet dans ses cartons un projet de jeu financé par des grandes marques, intitulé « *Le juste prix* ». Tous les jours, pendant 45 minutes avant le journal de 13 heures, il faudra deviner le prix de 7 produits de la marque qui financera l'émission. Très drôle ! Et pas question d'être mauvais joueur et d'y couper en changeant de chaîne : sur FR 3 une série de reportages ou d'émissions en direct réalisés par d'autres marques, ou les mêmes, attendront le spectateur.

Ce sont les promoteurs des futures chaînes de télévision privées qui doivent en faire une tête : entre midi et 13 heures, bien malin qui pourra voir la différence !

## Dieu le veut

Chantal Nobel sera remplacée par le prix Nobel : mère Thérèse vient d'accepter d'être l'héroïne d'un feuilleton télévisé qui doit remplacer *Chateaufort*.

Ce n'est pas Thérèse qui jouera, mais elle est d'accord pour que son histoire soit portée à l'écran : dieu lui a dit d'accepter, prétend-elle, et dans ces conditions, il n'y a évidemment pas moyen de refuser. Dominique Lapiere produira lui-même le feuilleton avec une compagnie « *Compassion Production* ». Et l'argent ira à l'œuvre de mère Thérèse.

Maintenant, si dieu était vraiment sympa, il pourrait sans doute du haut des cieux remplacer la liaison par satellite et permettre ainsi quelques économies pour les pauvres.



Mère Thérèse : « message reçu 5 sur 5 ».

## La meilleure façon de concevoir sans péché

Le journal *Le Monde* du 23 juillet a publié un sondage SOFRES sur la procréation artificielle. Après tout, c'est l'été, et il n'est pas si facile de remplir le journal.

Les catholiques pratiquants, réguliers ou occasionnels, ou non pratiquants, ont répondu à 70, 79 et 73 % que ce n'est pas « *une nouvelle façon d'avoir des enfants* » mais « *seulement un moyen de résoudre les problèmes de stérilité* ». Il est vrai que les catholiques connaissent, eux, une « *autre façon* » d'avoir des enfants, très ancienne celle-là. Sur la question de la procréation artificielle, disons la procréation sans péché, l'Eglise catholique peut se vanter d'une expérience de deux mille ans.

A quand la publicité : « *Vous voulez un enfant ? Consultez la firme de l'Immaculée Conception. Devis gratuit* »... ?



Une conception qui fait sourire !

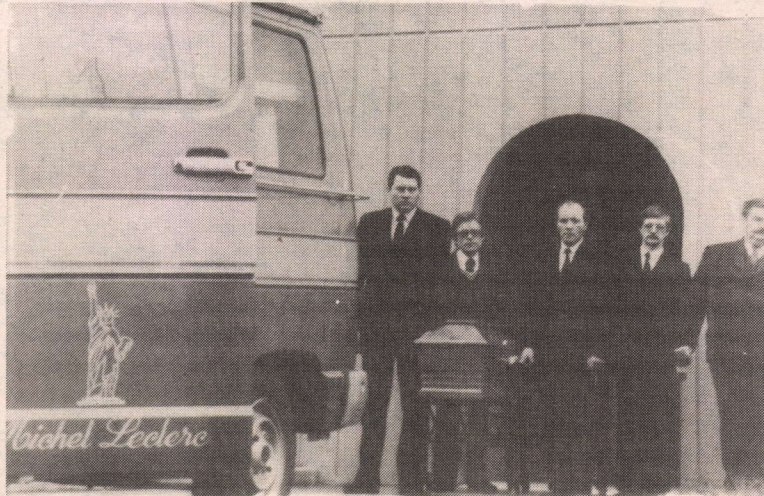
## Les vrais gagnants

Les Loto, Quarté, Bingo, Derby ou autres loteries, c'est pour les gagne-petit.

Les bourgeois, eux, n'en ont pas besoin. Un très distingué cabinet britannique vient de réaliser le classement, par pays, des salaires des directeurs de sociétés dans le monde.

Pour gagner, il fallait jouer, dans l'ordre, les patrons suisses, nord-américains et français. Ces derniers, qui arrivent honorablement en troisième position gagnent quand même en moyenne 594 000 francs de salaire annuel brut, soit un peu moins de 50 000 francs par mois. Une misère, quoi, à laquelle, heureusement, il faut ajouter les primes, cumuls de postes et autres avantages moins officiels mais tout à fait réels.

## Esprit de bonne initiative



Michel Leclerc : des pompes à essence aux pompes funèbres...

Michel Leclerc s'est joint à une grève de la faim menée par deux gérants franchisés des « *Pompes funèbres Michel Leclerc* ».

Son objectif avoué est de dénoncer les pots-de-vin de ses concurrents dans la profession des pompes funèbres, et réclamer des réformes à la session parlementaire d'automne.

Mais bien évidemment, dénoncer les magouilles des autres sociétés lui permettrait de mieux tailler la place à la sienne.

La grève de la faim, c'est risqué... mais au pire des cas, si Michel Leclerc va jusqu'au bout, il sera assuré d'avoir au moins un client de plus...

## La course aux jeux



Entre le Loto et le PMU la concurrence est acharnée ! C'est à qui se décarcassera pour drainer au mieux l'argent des parieurs. Ces dernières années, la crise économique aidant, leur nombre a augmenté de 30 %.

En septembre prochain, le loto sportif nouvelle formule va faire sa réapparition, talonné de près par le derby, lancé au même moment par le PMU et inspiré d'un modèle anglais.

Mais qu'on perde la boule (de loto) ou que l'on mise sur le mauvais cheval, il y a de toute façon un véritable gagnant : l'Etat. En 1984, les jeux lui ont rapporté plus de 8 milliards de francs. Lui n'a pas besoin de rêver...

L'Etat, lui, n'est jamais sur la photo.

## On ne rembourse qu'aux riches

Les riches avaient presque failli payer en France. Du moins un peu plus cher que les autres : c'était en 1983, quand le gouvernement avait instauré une super-vignette sur les grosses cylindrées de plus de 16 chevaux-fiscaux.

Le 9 mai dernier, la cour de justice européenne a déclaré la super-vignette incompatible avec la réglementation européenne.

Ce faisant, la cour de justice ne se posait d'ailleurs pas tant en défenseur des automobilistes (les plus riches quand même) qu'en défenseur des constructeurs automobiles étrangers, puisqu'en France, tous les véhicules de plus de 16 chevaux sont des voitures... étrangères !

Bon : le gouvernement socialiste, pris en flagrant délit de manque d'esprit européen (ça la fiche quand même mal, après tout le baratin de Mitterrand sur l'Europe à construire), retire sa super-vignette, ce qui fait quand même un manque à gagner de 100 millions de francs, d'après le secrétaire d'Etat Raymond Courrière. Mais ce n'est pas tout : le gouvernement a décidé de rembourser ce qu'il a perçu « *en trop* » pour 1983, 1984 et 1985 ! Et ce ne sont pas des petites sommes puisque, pour une voiture de 16 ou 17 chevaux, cela fait plus de 6 000 F à rembourser par an !

Le prix du pardon de Mitterrand ?



## □ UNIMETAL (Neuves-Maisons)

### Les formations-bidon ou comment faire avaler les licenciements

Depuis février, à l'usine de Neuves-Maisons, il y a en moyenne 50 départs par mois. Rappelons que l'usine doit passer à 500-600 personnes à la fin 1986; l'effectif au début de l'année était encore à 2 200. La direction doit faire vite: tous les mois, elle annonce une nouvelle charrette de licenciements.

Les sidérurgistes sont mis dehors, mais attention, il ne faut pas parler de licenciements: ce sont des CFC, «contrats-formation-conversion». En fait, c'est un gadget pour faire passer la pilule.

D'une durée maximum de deux ans et payés seulement à 70 % du salaire brut d'activité, les CFC sont officiellement destinés à nous donner une formation dite «qualifiante». La réalité est nettement moins enthousiasmante. Aussi, bien des travailleurs préfèrent encore partir en «capitalisant» le CFC, c'est-à-dire en empochant à peu près 100 000 francs, bien souvent avec un emploi précaire en main ou un petit commerce sur les bras.

Les autres, une centaine actuellement, sont donc «en CFC». Le critère de désignation de la direction est simple: tous ceux dont elle ne veut plus, elle les licencie de cette manière.

Alors il n'est pas rare de voir des camarades de 40 ans et plus être obligés, après vingt ans d'usine, de retourner sur les bancs de l'école, alors qu'ils savent qu'étant donné la crise, plus aucun patron ne les embauchera à leur âge. Et comme la plupart n'ont pas demandé une formation, on les envoie dans des stages dits «d'orientation» pour les amener à en choisir une, puisque le CFC est censé déboucher sur une formation.

Ainsi il y a actuellement une trentaine de travailleurs dans un stage de dix semaines avec l'AFPA et une quinzaine avec un organisme privé de formation, le GRETA.

Le stage de l'AFPA, qui se termine cette semaine, devait normalement donner à chacun une orientation précise avec une possibilité de déboucher sur le marché du travail. De l'aveu même des professeurs, pour au moins un tiers des gars, c'est l'échec. Soit parce qu'aucun stage ne leur conviendra — et ce n'est pas faute de les y avoir poussés —, soit que certains n'auront pas le niveau requis pour suivre la formation qu'ils auraient voulu faire. Quant aux autres, encore faudrait-il qu'il y ait effectivement un stage disponible pour eux, ce qui n'est pas sûr.

Le stage fait par le GRETA c'est encore pire. Les travailleurs passent toute la journée dans une salle de classe du CES de Neuves-Maisons pour discuter de la manière de se faire embaucher par un patron! On les occupe aussi en leur proposant de rencontrer les élus locaux (socialistes) et la préfecture, pour s'entendre dire que la formation c'est tout beau, et que la réindustrialisation, c'est la solution à leurs problèmes. Quant à la formation en elle-même, rien. Et de temps en temps, un pont de la direction vient les voir pour leur dire que le «bon temps», c'est fini, et qu'il va falloir s'y mettre. Se mettre à quoi, on se le demande encore.

Ainsi, cinq mois après le début des CFC, on peut dire que c'est encore au point mort.

Non contente d'en avoir envoyé une centaine, la direction envisage une prochaine charrette de 150 CFC et tout concourt à penser que, d'ici un an, ce sont près de 1 000 travailleurs qu'on aura mis dans ce parking à chômeurs. Ainsi jusqu'aux élections législatives de 1986, les statistiques seront sauvées. Les travailleurs en CFC n'augmenteront pas le nombre de chômeurs... pour l'instant.

Correspondant LO

## □ SNCF (Région de Chambéry)

### Pour réduire les effectifs, tous les moyens sont bons

Pour appliquer la décision de réduire les effectifs à la SNCF, la direction de la région de Chambéry ne s'embarrasse pas de scrupules sociaux ou humanitaires.

Depuis deux ans déjà, dans la plupart des services, elle ne remplaçait plus les départs à la retraite, elle fermait les petites gares.

Cette année, tout simplement, elle déclare inaptes au travail du chemin de fer ceux qui ont des problèmes de santé. C'est-à-dire qu'à 30, 40 ou 50 ans, des compagnons peuvent se retrou-

ver sans emploi, avec une pension misérable qui varie en fonction du grade et de l'ancienneté (par exemple 2 000 F mensuels après quinze ans de service). Ainsi, depuis le début de l'année, elle a déjà «réformé» (c'est le terme qu'elle emploie) 20 cheminots dans la région et son plan en prévoit une centaine d'ici la fin de l'année.

Face à ces licenciements déguisés, les cheminots concernés se défendent eux-mêmes ou avec les syndicats. Mais le plan d'attaque de la direction est d'envergure, et c'est une

riposte d'envergure qu'il faudrait aussi.

Aujourd'hui, une centaine de camarades parmi nous sont menacés, mais qui connaît les critères adoptés pour réformer? Par contre, on connaît les médecins qui sont censés avoir la compétence pour le faire, et on sait quels rapports il y a pour eux entre la conscience professionnelle et les ordres de la direction.

Fatigués ou en bonne santé, nous sommes tous concernés et nous devons riposter aux coups bas de la direction.

Correspondant LO

## Faubourg Saint-Denis (Paris 10<sup>e</sup>)

### Le scandale des ateliers clandestins

Nombreux sont, à Paris, des ateliers de confection comme ceux situés dans des immeubles insalubres du faubourg Saint-Denis et dans lesquels travaillent des centaines d'ouvriers immigrés turcs, pakistanais, mauriciens, qui fabriquent, entre autres, des vêtements destinés aux boutiques de luxe du faubourg Saint-Honoré.

La surexploitation qu'ils y connaissent ne fait jamais la Une des journaux, et pourtant leurs conditions de travail et de salaire sont au-dessous de tout.

C'est ce mur de silence et de complicité officielle que vient de rompre les 13 ouvriers de l'atelier Katline-Couture, rejoints par la quinzaine de

ceux de chez Gül-Confection, situés rue du Faubourg-Saint-Denis, en entamant, il y a huit jours, une grève sur le tas.

Ils dénoncent leurs journées de travail de treize heures et plus, les heures supplémentaires non reconnues, les salaires très bas et parfois non versés, l'absence de feuilles de paye... Ces ouvriers réclament l'application de leurs droits: entre autres 169 heures de travail par mois, le paiement régulier des salaires, et en particulier celui des heures supplémentaires. l'élection de délégués syndicaux...

Ils savent qu'ils ont affaire à des patrons sans scrupules et avides, qui ne reculeront que s'ils craignent pour leurs profits. Mais ces travailleurs ont prouvé qu'ils étaient décidés à se battre.

R.D.

## □ CITROEN (Aulnay)

### Nouveau modèle de l'écurie Citroën: si jeune et déjà tocard!

Mardi 9 juillet, la direction a organisé, à l'usine Citroën d'Aulnay, une petite réception pour présenter le fleuron de la gamme, la toute dernière CX modèle 86. Elle a convié tous les concessionnaires, ainsi que l'inspecteur départemental du travail, et a copieusement gavé tout ce beau monde de petits fours, de gros gâteaux et de champagne.

Tout ceci était bien utile pour que les concessionnaires ne regardent pas de trop près ce modèle 86 et ne posent pas trop de questions.

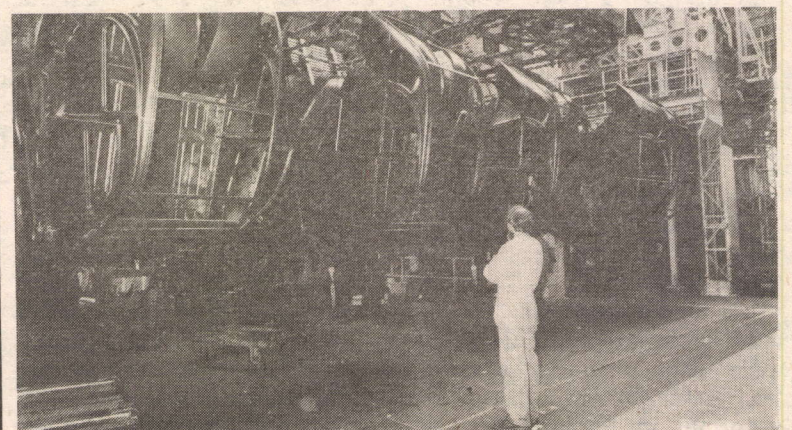
En effet, au montage de ce nouveau modèle, il y a eu quelques surprises. Aucune boîte à gants ne monte, les faisceaux électriques sont rectifiés un à un dans la voiture, un voyant reste allumé quand il ne faut pas et dans toutes les voitures, on n'a pas encore trouvé pourquoi. Les rétroviseurs sont pas-

sés un par un à la toupie pour les rectifier car ils sifflent à grande vitesse. Quant aux pare-chocs arrière, ils se décrochent à plus de 100 km à l'heure... et de plus, un grand nombre de pièces manquent.

Bref, à ce jour, aucune CX modèle 86 n'est prête alors que certaines sont passées sur chaîne voici deux mois. Elles s'entassent sur le parking d'Aulnay, sur les pelouses et sur d'autres parkings que Citroën a dû louer à cet effet.

Nous savons bien qu'avec ou sans ces informations, ce ne sont pas les lecteurs de *Lutte Ouvrière* qui se seraient précipités sur ce modèle du haut de gamme (pour leur portemonnaie); mais ils peuvent toujours se consoler en pensant que, de toute façon, ils n'auraient pas fait une bonne affaire.

Correspondant LO





# Les travailleurs face aux

## Billancourt hypothéqué ?

« La direction de la Régie Renault veut hypothéquer l'usine de Billancourt ». Cette déclaration, c'est André Sainjeon qui, au nom de la CGT, l'a faite dans une conférence de presse le 22 juillet. A. Sainjeon annonçait cette prise de décision pour le lendemain, mardi 23 juillet, jour du Conseil d'administration de l'entreprise.

Cette opération d'hypothèque devait, selon la CGT, servir à cautionner le financement d'un prêt à AMC, la filiale américaine de la Régie. Vendre Billancourt pour combler le déficit d'AMC aux USA, voilà qui, aux yeux de la CGT, est bien l'exemple même de la destruction du potentiel industriel du pays.

En fait, la Régie a tout simplement l'intention de continuer son programme d'opération dite « de lease-back », commencé il y a plus de six mois, mais retardé par le départ de Hanon et l'arrivée du nouveau P-DG, Besse.

Le lease-back, c'est une « vente en retour ». Il s'agit d'un contrat de vente, pour une durée déterminée, entre la Régie d'une part et une filiale de la branche financière de la Régie, la SICOFRAM, de l'autre. Cette filiale à 100 % du groupe Renault devient donc propriétaire des murs de l'usine et s'engage à les revendre, au terme fixé, à la Régie Renault. La SICOFRAM, elle, financera l'opération par des emprunts sur les marchés financiers... ce que la Régie ne

peut plus vraiment se permettre, vu l'ampleur déjà considérable de ses frais financiers. Cela lui permet donc de disposer d'argent frais, de liquidités, immédiatement.

Cette opération, la Régie l'a déjà utilisée pour ses usines de Fins, Le Mans, Douai, Dreux, etc., et compte bien la généraliser à toutes les usines de l'entreprise. En soi, cette opération n'est qu'une des nombreuses combines financières dont disposent les patrons pour arranger leurs comptes, et pouvoir leur faire dire ce qu'ils veulent que ces comptes disent.

Quant à l'utilisation de cette technique financière pour le prêt à AMC, la direction a qualifié d'absurde cette déclaration de la CGT. Mais quand on connaît les détails des opérations de lease back, les affirmations de la CGT semblent moins absurdes que les combines financières de la Régie !

Ceci dit, que la Régie soit ou non propriétaire des murs de Billancourt, qu'elle finance ses investissements aux USA par telle ou telle opération financière, cela ne change pas grand-chose pour les travailleurs. Et cela ne change rien, en particulier, au programme de suppressions d'emplois décidé par la direction de la Régie.

Correspondant LO

## RENAULT BILLANCOURT



### Rassemblement CGT

Un rassemblement a eu lieu mercredi 24 juillet à l'appel de l'UD-CGT devant Renault-Billancourt.

Devant une centaine de militants CGT de Renault et des environs, des dirigeants CGT et un élu du PCF se sont relayés pour dénoncer la casse de l'industrie nationale orchestrée par le gouvernement et les sanctions qui s'abattent sur les seuls militants CGT.

Ils ont ensuite fait approuver une motion contre l'Apartheid en Afrique du Sud.

Le rassemblement a été rejoint par des cortèges de militants CGT et des travailleurs du rang d'entreprises des environs en lutte contre leur fermeture (SEV-Marchal, Blanchisseries de Grenelle).

Et c'est à 200 qu'ils sont entrés dans un département de l'usine Renault, à l'invitation de la CGT, pour voir les machines que la Régie veut enlever et que la CGT garde nuit et jour.

## Débrayage pour la prime

Deux départements d'OS ont toutefois débrayé assez largement, le 12, dans l'île Seguin, et le 14, secteur mécanique. Au 14, 90 travailleurs sur 250 étaient là, mais dans ce cas, des circonstances locales, l'arrogance de la maîtrise du secteur, des suppressions d'emplois sur la chaîne de montage ont donné des motifs supplémentaires pour marquer le coup.

Le ton combatif des représentants CGT au rassemblement, le « *Touche pas à la prime* », ont plu à un public largement CGT. Mais les participants étaient bien conscients qu'à la rentrée, tous les problèmes resteront posés... la prime comme l'emploi !

Jeudi 18 juillet, la CGT a appelé à un débrayage pour protester contre l'abattement de la prime de septembre décidé par la direction. Un rassemblement a eu lieu dans la cour d'honneur, devant les bâtiments de la direction de l'usine de Billancourt. Près d'un millier de travailleurs avaient répondu à cet appel. Le fait notable a été la présence marquée de mensuels, techniciens ; la plupart des secteurs d'OS et de professionnels, qui formaient quand même la majorité du rassemblement, sont loin d'avoir débrayé massivement.

## La CGT surveille

Depuis le jeudi 18 juillet, des militants de la CGT, principalement des délégués, venus de toute l'usine, « *surveillent* » le 14. « *Tout faire pour empêcher le déménagement des machines et moyens de production* » : voilà pourquoi elle mobilise ses militants, jusque tard dans la soirée, et les week-ends, pour veiller au grain ! Quand on sait que le 14 est un département des plus vétustes de Billancourt, et que les machines si précieuses pour la CGT... iront certainement dans quelques années à la ferraille, cela prête à sourire !

Cette prétendue surveillance se fait d'ailleurs absolument en dehors des travailleurs du département, qui en ont appris

l'existence par tract les jours suivants !

S'il est vrai qu'au 14, destiné à disparaître dans les mois qui viennent, les craintes pour l'emploi sont au centre des préoccupations des ouvriers, l'initiative de la CGT de s'opposer « *pour la défense de l'emploi* » au départ des vieilles balancelles — supports des moteurs sur la chaîne de montage — apparaît pour ce qu'elle est : dérisoire. Alors quelques militants CGT se prennent peut-être au jeu, mais les principaux intéressés, les travailleurs, savent bien que devant l'attaque de Besse, c'est à un autre niveau qu'il faudra agir... et c'est une autre affaire !

## Silence... on gère

Ces « révélations » de la CGT proviennent, en partie, des documents que la direction met à la disposition des administrateurs de la Régie avant chaque Conseil d'administration, et donc, entre autres, à la disposition des trois administrateurs CGT, élus comme représentants des salariés, comme le prévoit la loi sur les nationalisations de 1982.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la CGT réalise une telle opération, puisque c'est elle qui avait rendu public le prêt de 175 millions de dollars à la filiale américaine de la Régie, AMC.

Cette politique de la CGT est actuellement systématique, puisque, à plusieurs reprises, ses militants ont utilisé des informations communiquées

dans les Comités d'entreprise et les ont rendues publiques.

Bien sûr, cette politique s'inscrit dans le cadre de la cure d'opposition que fait le PCF ; la CGT fait aujourd'hui dans les CE ce que n'ont pas fait les ministres du PCF quand ils étaient ministres ! Mais la direction de la Régie n'a pas apprécié ces déclarations de la CGT. Le *Figaro* du 23 juillet titrait même : « *La CGT triche !* ». Pourtant, quoi de plus légitime, de plus normal qu'une organisation syndicale informe ses adhérents, le public, les travailleurs, des mauvais coups qui se trament contre eux ? Mais à la vérité, il y a aussi de la part de la direction de la Régie une certaine dose d'hypocrisie. A qui fera-t-on croire que le gouvernement,

les banques, les milieux financiers ne sont pas informés des décisions des Conseils d'administration, et de tous les détails de la politique de la Régie ? A qui fera-t-on croire aussi que les dirigeants de la Régie communiquent toutes leurs informations, dès lors qu'ils savent que la CGT peut en prendre connaissance ?

En fait, les sanctions que la direction envisage de prendre s'inscrivent plutôt dans le cadre du petit serrage de vis de Besse à tous les niveaux contre les travailleurs, en vue de la rentrée, et des suppressions d'emplois programmées. Et en attaquant la CGT, c'est tous ceux qui ne voudront pas dire « *amen* » à sa politique qu'elle vise.

## Votre licenciement m'intéresse

A quelques jours des vacances, dans quelques départements de production, comme le 12, le 14 ou le 49, les directions locales convoquent depuis quelque temps les travailleurs pour des « entretiens ».

Dans cet entretien, ces messieurs commencent généralement par tracer un tableau très sombre de la situation de la Régie, et finissent invariablement par demander aux ouvriers s'ils veulent être volontaires... pour quitter l'usine dans le cadre de la procédure de l'Office national de l'immigration (ONI) pour les travailleurs émigrés, soit en FNE (fonds national pour l'emploi) pour les travailleurs de plus de 54 ans qui ne seraient pas partis cette année, dans le cadre du FNE 1985.

Quant à ceux qui n'entrent pas dans ces catégories, un avenir meilleur leur est promis s'ils quittent l'usine pour créer une entreprise avec l'allocation de reconversion de 50 000 F que l'Etat peu arrondie des indemnités de licenciement.

Ces entretiens s'accompa-

gnent souvent de la mine de circonstance sur l'emploi chez Renault dans les mois qui viennent, et sur l'intérêt qu'auraient les travailleurs à utiliser immédiatement ces mesures... parce que plus tard « *elles risquent d'être moins avantageuses* » (sic).

Bref, la direction trouve sans doute que les candidats ne sont pas assez nombreux pour les « départs volontaires », et elle ne fait pas dans la dentelle pour inciter les travailleurs à partir.

Mais dans ces réunions, de nombreux travailleurs ne sont pas dupes, et bien souvent, les chefs sont pris à partie : « *Partir ou pas, c'est mon affaire, pas celle de la Régie* », « *s'ils trouvent qu'il y a trop de monde à la Régie, qu'ils partent, eux* ». D'autres enguirlandent les chefs et partent en claquant la porte ! Bref, ce qui choque les travailleurs, c'est la grosse ficelle qui derrière un discours pseudo-social, cache mal l'opération en cours de suppressions d'emplois !



# suppressions d'emplois

## □ CHANTIERS NAVALS DE DUNKERQUE

### Colère ouvrière et démagogie « dunkerquoise »

Le mardi 16 juillet, au Comité central d'entreprise des chantiers navals Normed, le P-DG Dollois annonçait son nouveau plan de licenciements : 700 congés-conversion à Dunkerque et 200 à La Ciotat devant être réalisés avant la fin de l'année. Il ajoutait que le chantier de Dunkerque aurait dû être fermé depuis octobre 1984, mais que cela aurait été injuste « *envers le personnel qui a fait de grands efforts de productivité* ». Comme si les manifestations agitées de mars et d'avril 1984 et de juin 1985 n'avaient pas aidé les patrons et le gouvernement à comprendre qu'il était préférable pour eux de procéder en douceur et par tranches pour ne pas se retrouver devant une révolte générale à Dunkerque !

L'intersyndicale est entrée depuis deux ans dans cette logique en détournant la lutte contre les licenciements vers l'obtention de commandes pour le chantier : de deux navires transporteurs de produits chimiques au printemps 1984 (appelés les « 323 » et « 324 », car ils n'ont toujours pas d'armateurs, ni de nom) ; d'un train-ferry pour la SNCF depuis. Les commandes ne suffisant cependant pas à employer tout le personnel, des congés-conversion sont présentés par les patrons comme inévitables : 320 en février dernier, 700 aujourd'hui.

Mais les travailleurs ne veulent pas du chômage et c'est à un millier que, le mercredi, après le meeting de l'intersyndicale, ils se sont rendus à la sous-préfecture le signifier au gouvernement. Une sous-préfecture en état de siège, gardée par des centaines de CRS. Pendant toute la matinée, l'intersyndicale donna comme objectif à la manifestation d'attendre de savoir s'il y avait ou pas commande du train-ferry. Pourtant, la réunion de la SNCF qui devait en décider avait été, comme par hasard, avancée d'un jour et il était bien évident que c'était pour attribuer le ferry à Dunkerque. Mais l'intersyndicale tint à faire

planer un doute pour pouvoir ensuite mieux présenter le ferry comme une victoire de dernière minute.

Les manifestants patientèrent donc plusieurs heures à quelques dizaines de mètres des CRS. Puis, un peu avant midi, les CRS prirent prétexte de pneus qui brûlaient pour faire dégager la place. Ils grenadèrent et chargèrent les travailleurs qui ripostèrent tout de suite à coups de pierres et de boulons. Les affrontements — au cours desquels un ouvrier fut grièvement blessé par un jet de grenade en pleine figure — durèrent plusieurs heures autour de la sous-préfecture. Le soir, le gouvernement et le Conseil régional débloquaient 60 millions de francs pour un « mini-plan d'urgence ».

A les en croire, cela devrait créer quelques centaines d'emplois cette année dans le Dunkerquois. En attendant cela prouvait surtout leur peur de la mobilisation ouvrière.

Le jeudi midi, André Sainjon, le secrétaire général de la métallurgie CGT, vint tenir un meeting à la porte des chantiers. Son discours prononcé d'un ton morne devant 250 à 300 personnes fut un plaidoyer pour produire les 25 bateaux dont la France a besoin chaque année. Quant à organiser la lutte unie de tous les ouvriers menacés par les licenciements à Dunkerque et partout dans le pays, il n'en fut pas question. Sainjon promit tout juste de soutenir une éventuelle occupation des chantiers, ce qui était bien le minimum !

Le lancement public du 323 et la mise sur cale du premier élément du 324, le vendredi, furent non seulement pour l'intersyndicale l'occasion de regrouper deux mille personnes, mais encore de faire montre d'un chauvinisme dunkerquois exacerbé. C'est le chantier de Dunkerque, dit-elle, qui perd le moins d'argent et c'est pourtant celui que l'on veut vider de sa substance pour le fermer. Alors il n'est

plus question d'appartenir à la Normed, on ne connaît plus que les ACF (l'ancien nom du chantier). Ce sigle était présent partout. La Voix du Nord, qui avait traité les ouvriers « *d'émeutiers* » lorsqu'ils avaient bombardé les CRS avec des boulons à la préfecture de Lille, le 28 juin, a soutenu cette campagne. Un journaliste y a ainsi chanté les vertus du Nord « *travailleur et contribuable discipliné* », qui s'en sortirait si bien sans les chantiers du Midi.

Cette démagogie dunkerquoise n'est certainement pas restée sans écho parmi les travailleurs. Mais pour la plupart d'entre eux, le problème, ce n'est ni « l'indépendance » de Dunkerque, ni le ferry, mais les 700 licenciements dont ils ne veulent pas. L'idée de lutter au coude à coude avec les autres ouvriers en butte comme eux au chômage leur apparaît évidente, quoiqu'ils ne voient pas comment faire pour la réaliser. En tout cas, plus que jamais ils sont décidés à ne pas laisser faire les licenciements sans réagir.

## □ STEIN-INDUSTRIES (Usines de Roubaix et Lys-les-Lannoy)

En cette période où patrons et trusts restructurent à tour de bras, la direction de Stein-Industries (filiale d'Alstom-Atlantique spécialisée dans la fabrication des tubes pour centrales thermiques et nucléaires qui compte deux unités de production dans la région de Roubaix), a décidé de regrouper l'ensemble des fabrications sur le seul site de Lannoy.

L'usine de Lannoy étant plus « spécialisée » dans le façonnage des grosses tuyauteries pour les centrales thermiques et nucléaires de grande puissance, elle assurera de plus en plus ce travail « noble » — comme dit la direction — et les productions plus traditionnelles, comme les chaudières ou les broyeurs, seraient sous-traitées.

Bien sûr, dans le contexte actuel, le « déménagement »

Mercredi 17 juillet, la CGT a appelé à une assemblée générale pour nous faire le compte rendu du Comité central d'entreprise de la veille.

A dix jours des départs en congés de la majorité du personnel et alors que des travailleurs sont déjà en vacances, la direction de Normed a annoncé 900 suppressions d'emplois sur le groupe : 700 à Dunkerque et 200 dans la division-sud, comprenant les chantiers de La Seyne et de La Ciotat.

Jusqu'à présent, les chantiers de Dunkerque et de La Seyne ont subi plus de licenciements que ceux de La Ciotat : 700 mises en congé-conversion à La Seyne en début d'année et 764 à Dunkerque en 1984.

Les actionnaires du groupe Normed ont reçu des subventions par milliards de francs toutes ces dernières années. A Dunkerque, l'Etat a annoncé finalement qu'il financerait la commande d'un train-ferry. Force est de constater que toutes les subventions passées n'ont pas servi à créer un seul emploi.

des ateliers de Roubaix sur Lannoy — un cinquième de l'effectif total — a suscité notre inquiétude, d'autant plus que son annonce a coïncidé avec la publication d'un plan social comprenant 88 départs en FNE et d'autres mesures — maintenant « classiques » — comme la menace de chômage partiel, l'incitation au départ pour les travailleurs immigrés, etc.

Et comme de bien entendu, la direction veut profiter de l'occasion pour une reprise en main, et la maîtrise s'évertue à vouloir nous mettre dans la tête que ça va « changer »...

C'est encore à voir : un débrayage spontané sur Lannoy, à un moment où la direction avait manifesté l'intention, suite à un changement d'horaire, de remettre en ques-

La direction laissait croire que les chantiers de La Ciotat subiraient moins les licenciements, d'autant que, dernièrement, La Ciotat a obtenu la commande de trois bateaux mexicains et sans doute la transformation d'un pétrolier. Mais malgré ces commandes, la direction a décidé de licencier à La Ciotat.

A l'assemblée générale, nous étions environ 400 devant les bureaux de la direction, où les délégués de chaque syndicat nous ont fait leur compte rendu sur le CCE. Ils ont affirmé qu'ils n'acceptaient pas ce plan de licenciements. Le délégué CGT a fait une intervention particulièrement combative, appelant à la lutte à la rentrée des congés et disant qu'il fallait prévoir des actions dures, voire l'occupation des chantiers navals. Mais cela fait plusieurs fois que la CGT propose des actions dures sans jamais les organiser.

Pour la rentrée, c'est plus de la mobilisation des travailleurs que de la volonté des syndicats que dépend une véritable lutte.

Correspondant LO

tion la pause casse-croûte, a montré qu'ils peuvent parfois tomber... sur un os !

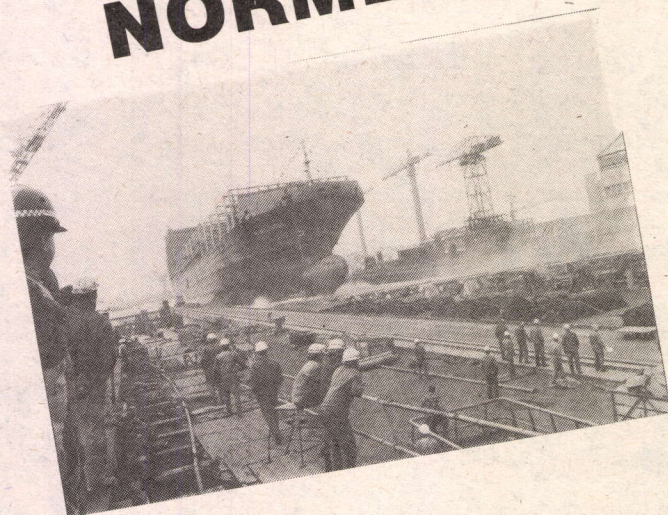
En publiant son plan social, la direction n'a pas manqué de se justifier en nous faisant le chantage de la baisse des commandes. Mais, s'il est vrai que la crise mondiale a exacerbé la concurrence et éliminé des clients « insolubles », comme de nombreux clients du Tiers Monde, les profits des actionnaires, eux, se portent au mieux, ils ont même triplé... en un an !

Comme quoi les patrons ont les moyens de payer !

Nous l'avons bien vu, il y a quelques mois, quand, après les débrayages et des menaces de bloquer des commandes pour la Malaisie, la direction a quand même lâché une prime de plus de 2 000 F

Correspondant L.O.

# NORMED



## □ CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT

### Annnonce de licenciements à la veille des congés



## « Je n'ai plus de larmes pour pleurer »

récit recueilli par Freidoune Sahebjam

Ce livre décrit la vie de Reza, jeune Iranien incorporé dans l'armée à l'âge de 12 ans pour aller combattre les Irakiens, telle que lui-même l'a racontée au journaliste iranien exilé en France Freidoune Sahebjam.

La famille de Reza est pauvre : son père, comme tous les autres hommes de ce village de la région de Kermanschah, cultive avec sa femme, ses trois filles et ses trois fils, les terres d'un riche commerçant de Téhéran. Reza est le plus jeune fils et aussi le plus attiré par les études. Un jour, à l'école, les portraits du chah sont remplacés par ceux de l'imam Khomeiny. Mais ce qui bouleverse définitivement la vie insouciant de cet enfant épris de poésie est l'arrivée, en 1980, d'officiers venus ramasser dans les villages tous les hommes valides de plus de 20 ans pour les envoyer se battre contre les Irakiens.

« Le saint imam Khomeiny — Dieu le protège — a besoin de tous pour défendre le sol sacré de notre pays et rejeter hors de

nos frontières ces mécréants qui ont injurié le Prophète ». Le père est mobilisé d'autorité puis, quelque temps après, le maire vient annoncer sa mort. L'âge de la conscription ne cessant de baisser, c'est au tour du frère aîné, âgé de 16 ans, de partir et de mourir. Suivi de près par le second, âgé de 14 ans, qui n'en reviendra pas non plus.

Reza reste seul avec les femmes, au milieu d'une atmosphère saturée de patriotisme délirant et de fanatisme religieux que le récit nous rapporte au travers des propos de divers personnages ou de certaines scènes, parfois insupportables. Telle par exemple celle où la mère de Reza, qui s'est vouée corps et âme à un mollah, réclame publiquement l'enrôlement de son dernier fils.

Ce récit, par de multiples notes, traduit aussi bien la démagogie du régime en direction des couches les plus démunies et particulièrement celles de la campagne que

l'obscurantisme sans limite distillé par des mollahs odieux et tout-puissants ou l'ostracisme envers les populations non persanes, repris d'ailleurs par une partie de la population iranienne.

Reza, finalement, devient lui aussi un jeune « volontaire » que l'état-major envoie, avec des milliers d'autres de son âge, en première ligne pour, par exemple, déminer un jour une plaine afin d'assurer l'avance des tanks. Au bout de quatre mois de guerre, le jeune garçon sera blessé très grièvement avant d'être fait prisonnier et soigné en Irak. Le témoignage de cet adolescent de 16 ans maintenant, toujours paralysé à la suite de ses blessures, illustre de façon souvent poignante le prix dont la population d'Iran paye cette guerre barbare poursuivie depuis cinq ans par le régime des mollahs.

Aline MIELLE

Je n'ai plus de larmes pour pleurer, récit recueilli par Freidoune Sahebjam. Editions Grasset. 259 pages. 75 F.



## Sélection Télé

### Samedi 27 juillet

20 h 35. FR3. **Boulevard du rire.** Avec, comme invités, Catherine Lara, Guy Montag, Font et Val, etc. Une émission qui ne fait pas toujours dans la dentelle.

21 h 35. A2. **Les enfants du rock.** Un petit retour en arrière avec les Beatles, les Chats Sauvages, Jerry Lee Lewis...

### Dimanche 28 juillet

15 h. A2. **Cette Terre si fragile,** de Frédéric Rossif. Première émission d'une série de six. Celle-ci est consacrée à la forêt de Korup, au Cameroun et à ses animaux sauvages.

21 h 35. TF1. **Le Magnifique,** un film de Philippe de Broca (1973). Pour les amateurs de Belmondo et de Jacqueline Bisset. Une bonne satire des films d'espionnage.

22 h 15. A2. **Harlem Nocturne.** Série sur le jazz. Ce soir, le portrait d'un géant du jazz : Archie Shepp.

### Lundi 29 juillet

20 h 35. TF1. **Les Enchaînés,** un film d'Alfred Hitchcock (1946), avec Cary Grant et Ingrid Bergman. Un soupçon de mélo, un brin d'humour, une bonne dose de suspense... pour ce film d'espionnage.

20 h 35. A2. **La Walkyrie.** Opéra de Richard Wagner, dirigé par Pierre Boulez. Les mélomanes prendront le son sur France-Musique.

20 h 35. FR3. **Antonieta,** film de Carlos Saura (1982). Anna, qui prépare un livre sur les suicides féminins, part sur les traces d'une Mexicaine qui s'est suicidée dans Notre-Dame-de-Paris. Un film sur les préoccupations d'une jeune bourgeoise mexicaine interprétée par... Isabelle Adjani !

22 h 15. TF1. **Les ateliers du rêve.** Un reportage de Jeanne Moreau sur l'industrie cinématographique chinoise.

### Mardi 30 juillet

13 h 55. A2. **Une femme nommée Golda,** avec Ingrid Bergman. Téléfilm américain en quatre parties sur la vie de Golda Meir, dirigeante sioniste et chef du gouvernement israélien de 1969 jusqu'à sa mort, en 1978. Un film tout à sa gloire et une version on ne peut plus idéalisée de la constitution de l'Etat d'Israël.

20 h 35. TF1. **Tazieff raconte sa Terre :** aujourd'hui, le travail et l'utilité de l'eau.

20 h 35. A2. **Un roi à New York,** film de Charlie Chaplin (1957). A travers les aventures d'un roi déchu, Chaplin fait une satire de l'Amérique de l'après-guerre, lorsque le sénateur Mac Carthy entreprit une « chasse aux sorcières » contre les communistes et les libéraux.

21 h 35. TF1. **Théâtre : Les Justes,** d'Albert Camus, avec

Fanny Cottençon. En 1905, des nihilistes russes préparent une série d'attentats contre le tsar. 22 h 30. A2. **Charlot, le gentleman vagabond** (1975). Un superbe film sur la vie de Charlie Chaplin où l'on peut voir quelques-uns des meilleurs passages de ses films.

### Mercredi 31 juillet

20 h 40. TF1. **Le bateau.** Feuilletton en six épisodes. L'aventure de l'équipage d'un sous-marin allemand en 1941, aux prises avec l'enfer et l'absurdité de la guerre (premier épisode).

21 h 35. TF1. **Renaud au Zénith :** le concert du chanteur qui interprète **Dans mon HLM, Mon beauf,** et bien d'autres chansons de son cru.

### Jeudi 1<sup>er</sup> août

20 h 35. A2. **Ah ! les belles bacchantes,** de Jean Loubignac.

Une comédie avec Robert Dhéry et les bacchantes de Louis de Funès.

20 h 35. FR3. **Fanny et Alexandre,** un film d'Ingmar Bergman. Chronique nostalgique et fine de la vie d'une grande famille bourgeoise de Suède. Le film est découpé pour les besoins de la télévision en quatre épisodes.

22 h 30. A2. **Victor Hugo.** Alain Decaux continue de raconter avec beaucoup de talent la vie de l'écrivain.

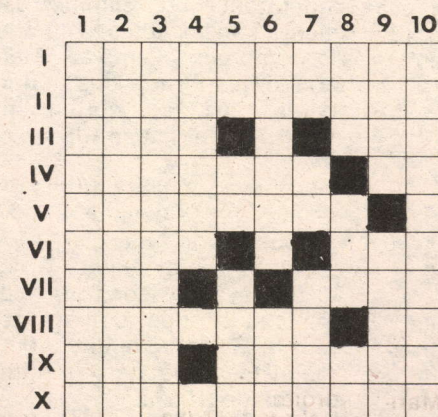
### Vendredi 2 août

21 h 30. A2. **Apostrophes.** L'émission de critique littéraire de Bernard Pivot s'intitule : **Personnages controversés.**

22 h 40. TF1. **Histoires naturelles.** Dans la région de Lyon, une promenade parmi les oiseaux migrateurs, proposée par Igor Barrère, Etienne Lalou et Jean-Pierre Fleury.

## MOTS CROISÉS

Solution du numéro précédent



**HORIZONTALEMENT.** I. Caractérise certains schistes. II. Titulaire de sa chaire. III. Silence ! Dix pour Thatcher. IV. Une sorte de cimenterie. Un petit rôti. V. Fils de Clovis. VI. Double diapason. Freud le disait en parlant de son ego ! VII. Le début d'une étoile. Il répète tout. VIII. Entre la radicule et la gemmule. Les premières d'une série de vingt-six. IX. Personnel. Fané. X. Certainement pas apaisantes.

**VERTICALEMENT.** 1. Petite reine. 2. Aspiration. 3. Une façon comme une autre de se répéter. 4. Capitale du Transkei. 5. En plein émoi. Ethnie dahoméenne. Poilu... à rebrousse-poil ! 6. Nuisible au blé. Au cœur d'une région montagneuse d'URSS. 7. Négation. Deux consonnes. Récusée, à l'envers. 8. Phonétiquement : ahuri. Dans la seiche. Retiré, phonétiquement. 9. De bas en haut, lu une seconde fois. Se porte sur la tête ou sur les épaules. 10. Nationalistes.

|      |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| 1    | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| I    | A | R | R | I | V | I | S | T | E  |
| II   | C | O | U | R | A | N | T |   | C  |
| III  | A | S | C | E | N | C | E | U | R  |
| IV   | R | A | H |   | N | O | R | M | A  |
| V    | I | C | E |   | E | R | E |   | S  |
| VI   | A | E |   | E | N | R | O | L | E  |
| VII  | T |   | T | I | T | O |   | A | R  |
| VIII | R | O | N | D |   | M | I | M | E  |
| IX   | E | S | T | E |   | P | L | A | N  |
| X    | S | E |   | R | O | V | E |   | T  |



## REPRISES

### « Opération Jupons »

En 1941, un sous-marin américain se fait bombarder sans avoir eu le temps de servir à la guerre. Voilà qui déprime son capitaine (Cary Grant), préoccupé de sauver son engin par tous les moyens. Tâche pas facile dans une période où l'armée américaine paraît en déroute dans le Pacifique et alors qu'arrive à bord un jeune lieutenant (Tony Curtis) plus spécialiste de rumba que de marine. Peu respectueux de la discipline, ambitieux, débrouillard, voire franchement voleur, Tony Curtis va vite transformer l'ambiance à

bord du sous-marin. La nécessité de recueillir cinq infirmières perdues dans le Pacifique ne fera qu'ajouter au cocasse de la situation...

Cary Grant en capitaine complètement dépassé par les événements est vraiment irrésistible, tout comme la suite de gags durant une heure et demie de cette comédie de Blake Edwards datée de 1959.

Même si l'armée s'en tire à bon compte, voilà une reprise à ne pas manquer par tous ceux qui restent ou passent à Paris cet été, et qui veulent rire aux larmes !

Thérèse O'NEIL

### « Un fauteuil pour deux »

On peut revoir cet été sur les écrans parisiens *Un fauteuil pour deux*, film de John Landis, le réalisateur de *Blues Brothers*.

Les deux hommes qui se « disputent » ce fauteuil sont Billy Ray Valentine, un Noir misérable joué par Eddie Murphy, et Louis Winthrop (troisième du nom !), Blanc richissime, fondé de pouvoir dans une importante agence de courtage de Philadelphie.

L'un est très pauvre et l'autre très riche... jusqu'à ce que les patrons de Louis Winthrop, les frères Duke, par jeu, parient... un dollar

pour savoir si, en mettant l'un à la place de l'autre, on ne parviendra pas à faire du Noir un grand patron et du Blanc un parfait clochard. Ni une ni deux, Louis Winthrop se retrouve jeté de son travail, de sa maison, de son club, à la rue, sans argent, sans amis. Et Billy Ray Valentine se met à gérer les affaires de courtage dont il s'occupait.

Deux heures d'excellentes scènes, à la fois désopilantes, grinçantes et aussi très instructives, comme celle où l'on voit comment, en spéculant à la hausse ou à la baisse, les gros capita-

listes peuvent faire des millions de dollars de bénéfices en ne bougeant pas de leurs fauteuils. Tout est bien qui finit bien, puisque Winthrop et Valentine, ayant compris qu'ils n'étaient que des « cobayes » entre les mains des frères Duke, vont se liguier contre eux, pour finalement réussir à les battre sur leur propre terrain, celui de la spéculation !

Près de trois ans après sa sortie, ce film n'a pas pris une ride, et on passe un excellent moment de franche rigolade.

A.S.

### « Police academy II »

Probablement pour exploiter le bon accueil reçu par *Police Academy à l'école* qui, lui, était drôle, voilà donc la suite, plutôt triste, elle.

Histoire de se faire la main, deux apprentis-flics se mettent au boulot pour tenter d'assainir un quartier terrorisé par une

bande de loubards « punks » du genre agressifs.

Se voulant tout à l'honneur de la police américaine, ce film est surtout semé de gags plus lourds les uns que les autres, misogynes par-dessus le marché.

F.L.

### « Sale temps pour un flic »

Eddie Cusack, super-flic de la brigade anti-gang, gros biceps et barbe broussailleuse, est sur le point de mettre la main sur une bande de trafiquants de drogue quand il est doublé par un gang.

Les collègues de Cusack le laissent tomber. Ils n'ont pas oublié que celui-ci a désavoué un flic coupable d'une bavure. A coups de rafales de mitrailleuses et d'engin téléguidé, le solitaire Eddie, qui n'a pas

froid aux yeux, massacre ses adversaires. Au bout du trentième mort, le spectateur s'arrête de compter...

Il n'est certainement pas difficile de trouver mieux à voir en ce moment sur les écrans.

G.F.

## Sélection cinéma

### Dans les salles parisiennes

#### Films récents...

**ROUGE MIDI.**  
de Robert Guediguian.

A travers l'histoire de quatre générations d'immigrés italiens à Marseille, l'évocation de la vie d'une famille de gens fiers d'être ouvriers dans les années 1920 à 1970.  
Latina 4°.



**DAVID, THOMAS ET LES AUTRES.**  
de L. Szabo.

Un petit village hongrois, juste après la dernière guerre, raconté à travers la vie d'une bande d'enfants.  
Paramount Marivaux 2°. Ciné Beaubourg 3°. Biarritz 8°. UGC Gare de Lyon 12°. Paramount Montparnasse 14°.



**LA ROSE POURPRE DU CAIRE.**  
de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Gaumont-Les-Halles 1° (vo). Gaumont Richelieu 2°. Studio de la Harpe 5° (vo). Paramount Odéon 6° (vo). Pagode 7° (vo). Gaumont Champs-Élysées 8° (vo). Paramount Opéra 9°. 14 Juillet 11° (vo). Ecurial 13° (vo). Gaumont Sud 14°. Bienvenue 15°. Gaumont Convention 15°. 14 Juillet 15° (vo). Paramount Maillot 17°.

**LA ROUTE DES INDES.**  
de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Berlitz 2°. Gaumont Ambassade 8° (vo).

**LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE.**  
de Hector Babenco.

Par l'auteur de « Pixote », un film tout en finesse sur les relations qui se nouent entre deux hommes que tout sépare : un prisonnier politique et un homosexuel, dans une cellule d'une prison du Brésil des militaires.

Ciné Beaubourg 3° (vo). Olympic Luxembourg 6° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo).

**LA DÉCHIRURE.**  
de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine aux Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants

cambodgiens dans l'horreur.  
Opéra Night 2°. Cinoches 6° (vo).

#### ... et moins récents

**AMADEUS.**  
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse.

Vendôme 2° (vo). Lucernaire 6° (vo). St-Lazare Pasquier 8°. George V 8° (vo). Trois Parnassiens 14° (vo).

**LA DIAGONALE DU FOU.**  
de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas.

Studio de la Harpe 5°. Elysées Lincoln 8°.

**L'EAU ET LES HOMMES.**  
de Pierre Willemain.

A voir pour une suite d'images extraordinaires qui nous laissent pantois ; la paroi interne de la « Géode » constitue un écran géant.

La Géode 19°.

**BRAZIL.**  
de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine traitée dans le style 1984 et sur le mode de l'humour noir.

Trois Parnassiens 14° (vo).

**LE FLIC DE BEVERLY HILLS.**  
de Martin Brest.

Un détective aux méthodes peu orthodoxes enquête sur la mort de son ami.

Paramount Marivaux 2°. Mari-gnan 8° (vo).

**KAOS, CONTES SICILIENS.**  
de Paolo et Vittorio Taviani.

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

Epée de Bois 5° (vo). 14 Juillet 11° (vo).

**GREYSTOKE.**  
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.  
Opéra Night 2°.

**LES RIPOUX.**  
de Claude Zidi.

Des flics corrompus dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentés.

Rex 2°. Danton 6°. Biarritz 8°. St-Lazare Pasquier 8°. Mistral 14°. Montparnos 14°.

#### Reprises

**SOLEIL VERT.**  
de Richard Fleischer.

Film d'anticipation ? Une vision très pessimiste d'un monde de l'avenir.

Forum Orient Express 1° (vo). Arcades 2°. Hautefeuille 6° (vo). George V 8° (vo).

**LE BAL DES VAMPIRES.**  
de Roman Polanski.

Une parodie très drôle des films d'épouvante.

George V 8°. Sept Parnassiens 14° (vo).

**FRANKENSTEIN JUNIOR.**  
de Mel Brooks.

Un monstre naît des expériences du petit-fils de Frankenstein. Monstrueusement drôle.

George V 8° (vo).



## AFRIQUE DU SUD

# En finir avec l'oppression...

La révolte gronde en Afrique du Sud. Le gouvernement de Pretoria a instauré l'état d'urgence depuis dimanche dans 36 districts noirs proches de Johannesburg et de Port-Elizabeth. C'est la première fois depuis vingt-cinq ans, depuis les grandes tueries de Sharpeville en 1960 que l'état d'urgence est à nouveau proclamé. Et cela montre sans doute à quel point la communauté blanche est inquiète.

Le gouvernement fait mine ainsi de se donner les grands moyens pour briser une agitation qui dure depuis des mois maintenant. L'état d'urgence confère aux forces de répression des pouvoirs illimités : perquisitionner et arrêter les gens sans mandat, les emprisonner sans jugement pour une durée indéterminée, imposer le couvre-feu et la censure. Et cela, en toute impunité, puisque les forces de répression ne pourront être poursuivies pour les actes qu'elles auront commis.

Mais l'armée et la police n'ont pas attendu l'octroi de ces pouvoirs pour réprimer sauvagement, depuis près d'un an que dure maintenant cette nouvelle vague de révolte et les 450 personnes tuées depuis onze mois l'ont presque toutes été par les balles des forces de répression. Cela n'a pas empêché le mouvement de révolte de s'étendre, les émeutes de se multiplier et ce n'est pas la proclamation de l'état d'urgence qui est parvenu jusqu'ici à y mettre fin.

Depuis dimanche, la police a procédé à plus de 600 arrestations, et ce n'est probablement pas fini. Chaque jour, la liste des morts s'allonge, mais mardi dernier ce sont tout de même plusieurs dizaines de milliers de manifestants qui ont suivi l'enterrement à Kwathema de quinze des leurs sans que la police se risque à intervenir.

Voilà des mois que la répression ne fait qu'attiser la colère au lieu de briser la détermination. Et cette fois la minorité blanche est plus inquiète que jamais et craint de ne pas venir à bout de la révolte de millions de Noirs décidés à en finir avec l'Apartheid.

Il y a onze mois que le régime ne parvient pas à rétablir l'ordre. Ce sont les réformes constitutionnelles, accordant quelques droits aux Métis et aux Indiens, soulignant par là même que les Noirs qui représentent 73 % de la population, eux, n'en avaient aucun, qui ont mis une nouvelle fois le feu aux poudres ; et de véritables émeutes ont eu lieu en août dernier au cours de la campagne pour le boycott des élections.

La colère des Noirs pauvres a été encore attisée par la dégradation accélérée des conditions de vie dans les townships. Le gouvernement avait accordé en 1983 davantage d'autonomie aux autorités municipales mais beaucoup moins d'argent pour faire face aux dépenses. Elles ne purent gérer la misère qu'en procédant à des augmentations exorbitantes de loyers (100 %), des tarifs des transports, des services publics. Et voilà des mois maintenant que le système ne fonctionne plus. Les Noirs font la grève des loyers et s'attaquent aux bâtiments administratifs. Dans bien des endroits, les conseillers municipaux ont préféré démissionner d'autant que ceux qui restaient en place étaient considérés comme des collaborateurs du régime raciste blanc et la population s'en est prise à leurs biens et parfois à leurs personnes.

D'ailleurs tous ceux qui acceptent de collaborer avec le pouvoir prennent aujourd'hui leurs risques. Par exemple, 360 policiers noirs ont eu leur maison détruite ces derniers mois : certains ont même été exécutés. La loi sur l'état d'urgence leur offre peut-être l'impunité juridique mais elle ne les met pas à l'abri de la colère populaire.

Parallèlement, depuis plus d'un an, la classe ouvrière s'est mobilisée. Les grèves en particulier dans les mines d'or se sont multipliées tout au long de l'année 1984. En novembre dernier une grève générale de 48 heures au Transvaal pour protester contre la répression et exiger le retrait de la police des townships était massivement suivie.

Vingt-quatre morts, un millier d'arrestations, 6 000 licenciés dans l'entreprise Sasol liée à l'Etat, tel fut le bilan de ces deux jours de grève. Mais la mobilisation était telle que la plupart des patrons privés n'ont pas osé licencier et se sont contentés de retenir les jours de grève. D'ailleurs la Sasol elle-même fut finalement contrainte de rembaucher 70 % des licenciés.

C'est à l'occasion de cette grève que le gouvernement avait décidé que l'armée servirait désormais de renfort à la police incapable de faire face.

Quant à la jeunesse des écoles, voilà des mois qu'elle aussi est mobilisée contre l'éducation au rabais qu'on lui dispense, contre les châtiments corporels, contre les assassinats d'écoliers par la police. En octobre dernier, plus de 200 000 élèves boycotèrent les écoles. Certains n'y sont pas retournés depuis et le mouvement a repris à nouveau de l'ampleur depuis quelques semaines.

En fait, ces derniers mois les manifestations de colère se sont multipliées et étendues de township en township. Depuis la semaine dernière, Soweto, le plus grand ghetto noir de Johannesburg, avec plus d'un million d'habitants, s'est soulevé à son tour. La dernière fois que Soweto s'était insurgé en 1976, les émeutes s'étaient poursuivies dans les townships pendant plus d'un an malgré la férocité de la répression.

Aujourd'hui selon l'hebdomadaire américain *Time*, les autorités sud-

africaines pensent que la situation est encore plus grave car elles constatent une volonté de la part de la population noire d'aller jusqu'au bout, jusqu'à la chute du régime. Ce ne sont plus les écoliers qui sont à la tête des révoltes mais des adultes politisés. Les principales régions économiques du pays sont touchées par le mouvement. Depuis une semaine, le boycott des magasins tenus par des Blancs est massivement suivi et certains sont déjà au bord de la faillite. Les Noirs qui ne respectent pas le boycott sont châtiés. Les manifestations se succèdent et les appels au calme de l'archevêque Desmond Tutu restent sans effet. Les dirigeants de l'ANC appellent au contraire les Noirs à l'offensive générale contre le régime de l'Apartheid.

La guerre sanglante que le régime raciste mène depuis des décennies contre les millions d'exploités noirs, il est peut-être en train de la perdre aujourd'hui. En tout cas c'est ce que tous les opprimés du monde peuvent souhaiter.

Comme ils peuvent souhaiter aussi que le courage et l'héroïsme dont font preuve les Noirs pauvres des ghettos ne servent pas seulement à contraindre les racistes blancs à laisser une place aux notables noirs, mais amènent la classe ouvrière noire elle-même au pouvoir car c'est bien là le seul gage d'en finir définitivement avec l'exploitation et l'oppression.

Dominique CHABLIS

## NOUVELLE-CALÉDONIE

# Au Sénat, la droite en rabat encore sur le projet Fabius qui lui donnait pourtant toutes garanties

Le projet de loi Fabius sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie a donc été voté par le Sénat (où la droite est majoritaire), par 209 voix contre 92, mais non sans voir été dûment amendé.

Au premier rang des amendements votés, la majorité sénatoriale a tenu à manifester sa volonté de mettre le gouvernement sous surveillance : elle a en effet purement et simplement décidé de retirer au gouvernement la possibilité qu'il détient de décider par ordonnances les quelques réformes contenues dans son projet de loi. On ne prend jamais trop de garanties.

Par ailleurs, le Sénat a décidé de repousser encore la date du scrutin d'autodétermination. Le gouvernement avait pourtant pris les devants, reculant la date à plusieurs reprises jusqu'à ce que Fabius décide de la rejeter après les élections législatives de 1986, au plus tard fin 1987, lorsque la droite serait probablement de nouveau majoritaire. Mais un délai de près de deux ans et demi, c'est encore trop court aux yeux des sénateurs qui ont repoussé sa date limite à fin 1988. Ce référendum d'autodétermination devrait être de surcroît assorti de modalités de vote taillées sur mesure pour que les Caldoches anti-indépendantistes aient les meilleures chances de faire prévaloir leur politique. Dans ce but, le Sénat réclame que le nombre de bureaux de vote « puisse être révisé par le haut-commissaire (sur place) s'il le juge utile » et que tous les Caldoches venus se réfugier à Nouméa puissent voter « sur des listes spéciales », leurs votes étant

ensuite reventilés sur leurs communes d'habitation.

Le découpage de la Nouvelle-Calédonie en quatre régions, savamment étudié et mis au point par le projet Fabius pour ménager les intérêts majeurs des anti-indépendantistes, n'a pas échappé non plus à la révision du Sénat. L'un des amendements vise ainsi à rattacher à Nouméa quatre communes de la région centre : Thio, Bouloupari, Yaté et l'île des Pins. Il s'agit d'écarter tout risque que les indépendantistes soient prédominants dans deux des quatre régions prévues, bien sûr. De cette façon Nouméa, où les Caldoches sont majoritaires, aurait deux élus de plus, et les Mélanésiens, eux, deux de moins.

Face à « l'indépendance-association » échafaudée par le projet Fabius, la droite oppose le choix « demeurer dans la République ou accéder à l'indépendance », étant bien entendu qu'elle espère créer une situation et mettre au point un système assurant à tous les colonialistes de Nouvelle-Calédonie que leurs intérêts seront entièrement préservés et garantis.

Face au Sénat, Pisani a lancé : « L'indépendance est inéluctable ». Oui, l'indépendance est inéluctable. Mais ce n'est certes d'aucune assemblée (le projet amendé doit revenir vendredi devant l'assemblée nationale), ni d'un gouvernement qui va de renoncements en renoncements, et renie toutes ses promesses, que les Mélanésiens doivent l'espérer.

Lucienne PLAIN

## HAÏTI

# Il n'y croit pas lui-même

Sans doute pour complaire à ses bailleurs de fonds des démocraties occidentales — la France et les Etats-Unis surtout — « Bébé Doc », le dictateur de Haïti, vient de s'affubler d'un masque en organisant un référendum plébiscite visant à donner un vernis légal à son pouvoir à vie.

Comme l'on pouvait s'y attendre, il sort grand vainqueur de cette mascarade électorale, boycottée par les principaux partis d'opposition, en ayant pris soin de faire arrêter des militants avant la consultation et après avoir, d'après ces partis d'opposition, organisé de multiples fraudes tout au long du scrutin.

Le voilà donc légalement investi de ce titre de « Président à vie », qu'il détenait déjà depuis la mort de son père en 1971, le non moins sinistre « Papa Doc ». Son souci d'honorabilité ne va pas jusqu'à lui faire prononcer la dissolution de ses trop connues milices de « Tontons-Macoutes » qui terrorisent et rackettent la population et tous ceux qui osent se révolter devant la misère du pays.

Comme quoi, il ne se fait pas lui-même trop d'illusions sur la valeur de son dernier certificat de « popularité ».

Daniel NECKER